



Les contradictions allemandes par rapport à la construction européenne

Frédérique Anckner-Hebbrecht – Raffaele Calandrelli – Gauthier Moussouami
EGE - MSIE39 - 2022



Table des matières

Table des matières	1
Liste des Figures	2
INTRODUCTION	3
I – Quelle est la matrice politique et sociétale allemande ?	5
A – Construction d’une nation : histoire et économie	5
1. Un peu d’histoire	5
2. Une nation en construction	11
3. Le Zollverein : une stratégie d’affirmation de la puissance par l’économie.....	13
4. Vers l’unification politique	15
B – Hubris et némésis 1914 – 1945	19
1. Innenpolitik et Weltpolitik du nouvel empire	19
2. <i>Pecunia est nervus belli</i>	21
3. 1919-1933, comment rebondir sur une humiliation et « d’un coup de poignard dans le dos » ?.....	24
4. Le IIIe Reich	26
II. 1945 : « année 0 » ? Reconstitution de la puissance allemande par une forme de capitalisation intellectuelle	29
A. Capacités de dissimulation, capacité de rebond ?	29
1. Une Allemagne divisée dans une Europe à reconstruire	29
2. La question mémorielle allemande : la dénazification	31
3. Les influences nazies dans le management et ailleurs	33
B. Vers une monnaie commune	34
1. S.M.E : système ou serpent monétaire européen ?.....	34
2. Vers une monnaie unique	35
III. De Bonn à Berlin, quelle Allemagne ? (1990-2022)	38
A. Voyage dans l’économie de l’Allemagne de l’est et de l’ouest	38
1. La question de la réunification et les similitudes européennes.....	38
2. Les chiffres de l’euro	40
B. Cas pratiques : défense, armée, spatial	42
1. Détricotage des coopérations industrielles de défense et l’Armée	42
2. Le couple franco-allemand ou une stratégie d’égotisme : « tous pour un, chacun pour soi » ?	43
3. Transition ou disruption écologique	44
4. La stratégie spatiale	46
C. Une stratégie d’ambiguïté : une équation de Schrödinger ?	46
1. Chine	46
2. Russie	48
3. Les Etats-Unis	48
Conclusion	50
Bibliographie	51
Bibliographie des cartes et figures	55

Liste des Figures

Figure 1 : Partage de l'Empire carolingien	6
Figure 2 : Carte du Saint-Empire romain germanique vers l'an mille	6
Figure 3 : La Hanse	7
Figure 4 : Situation en 1789	10
Figure 5 : Situation en 1806	11
Figure 6 : Les chemins de fer allemands	12
Figure 7 : Situation douanière en 1828	Erreur ! Signet non défini.
Figure 9 : Situation douanière en 1834	Erreur ! Signet non défini.
Figure 8 : Situation douanière en 1831	Erreur ! Signet non défini.
Figure 10 : Étapes économiques du Zollverein	15
Figure 11 : Le IIe Reich.....	19
Figure 12 : Aspirations allemandes en 1911 et la ligne Berlin-Bagdad.....	21
Figure 13 : L'Allemagne en 1945	29
Figure 14 : Berlin en 1945	29
Figure 15 : Eurostat, Position extérieure globale nette en données annuelles.....	41
Figure 16 : Les dix pays les plus pollués en 2020 (millions de tonnes de CO2).....	44

INTRODUCTION

Qu'est-ce que le mot « Allemagne » inspire-t-il ? Sans aucun doute, pour de nombreux pays européens, de la méfiance, de la crainte, quand ce ne fut pas de la terreur. En France, il y a encore peu, certaines générations ayant connu un cataclysme guerrier qualifiaient les habitants d'outre-Rhin de « boches »¹, ce qui signifiait par ce vocable une irrépressible haine du Teuton germanique.

Au fil des décennies, l'image d'un couple déséquilibré tel que celui formé par Messieurs Mitterrand et Kohl² et d'une irremplaçable « Mutter » Merkel fit place au vocable peu élogieux.

Au regard de cette relation tumultueuse, quelle Allemagne évoquerons-nous ? La guerrière qui pourrait être selon certains responsables de trois guerres sur notre continent ? Celle divisée et réunifiée à la fin du XXe siècle ? Ou la championne économique toutes catégories, modèle de réussite, de rigueur, en d'autres termes, de *Deutsche Qualität* ou du *Standort Deutschland* ?

Nous évoquerons celle qui se cache derrière toutes celles-là en essayant de lire son histoire et de comprendre son modèle avec un regard contemporain dans un monde de rivalités de pouvoir exacerbées. Parce que le genre humain a peu de mémoire (ou du moins sélective), nous oublions qu'il y a encore une trentaine d'années, l'Allemagne était deux, divisée par les vainqueurs d'un deuxième conflit mondial. En 1945, il convenait alors d'ôter toute idée de puissance à ces pays qui, linguistiquement, ne faisait qu'un.

Mais qu'est-ce que la *puissance* ? Plusieurs définitions peuvent être proposées. Celle de Serge Sur, par exemple, qui définit « *la puissance comme une capacité — capacité de faire ; capacité de faire faire ; capacité d'empêcher de faire ; capacité de refuser de faire.* », ou celle de Raymond Aron : « *la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités* »³. En d'autres termes, il s'agit toujours d'une interaction entre acteurs dont, comme le définissait Kenneth Waltz, l'un est « *plus puissant que ceux-ci ne l'affectent* »⁴. Nous l'aurons compris, l'Allemagne de 1945 est le résultat d'une hubris synonyme de désastre et de « *niemals mehr sowas* » ou « *Nie wieder Krieg* »⁵ d'où la nécessité de mettre en forme une nouvelle grammaire de la puissance en y excluant la référence habituelle à l'armée.

Il fallut donc pour l'Allemagne repenser sa stratégie de jeu à somme nulle si caractéristique de nos relations internationales et exclure définitivement de sa matrice tout rapport au sang. Si rapport de force il devait y avoir, il faudrait que ce soit sous une autre forme. Clausewitz, stratège prussien, estimait que la guerre changeait constamment de forme, de couleur, comme un caméléon. Et si dans le cas de l'Allemagne, et principalement celle de l'Ouest post Seconde Guerre mondiale, avait été défini un autre type d'arme, telle que l'économie. L'économie remplace alors le militaire dans une mutation de moyens de conquête. Pour paraphraser Clausewitz, l'économie comme une continuation de la guerre par d'autres moyens.

¹ Terme péjoratif pour désigner un individu allemand, utilisé pendant la guerre franco-allemande de 1870 et plus largement étendu par la suite. Son usage était considéré comme injurieux.

² « Geste de Verdun », 22 septembre 1984, symbole de l'amitié franco-allemande.

³ Tannous, Manon-Nour, Xavier Pacreau, France, et Documentation française. 2020. *Relations internationales ?* page 11.

⁴ Ibidem.

⁵ *Plus jamais ça ou Plus jamais la guerre.*

Ainsi, d'une puissance militaire affirmée, mais exsangue et vaincue, l'Allemagne s'est positionnée dans une logique d'accroissement de puissance par l'économie au sein d'un nouvel environnement pacifique, l'Europe politique. D'un positionnement géopolitiquement non affirmé, elle s'est révélée être une pièce maîtresse sur l'échiquier géoéconomique mondial dans une équation extrêmement complexe. En effet, la puissance de l'Allemagne est aujourd'hui extrêmement fragilisée par ses connexions économiques et politiques aux trois autres puissances qui projettent leurs jeux de pouvoir tous azimuts jusque dans des conflits de haute intensité par proxi. En d'autres termes, quelle grammaire un État peut-il utiliser pour construire, faire vivre et faire gagner sa puissance en étant dépendant de trois autres ? Mais l'Allemagne n'était-elle pas coutumière des relations complexes ?

C'est ce que nous tenterons de démontrer dans une approche historico-économique en revenant sur sa matrice politique et sociétale (I), puis sur ses différentes phases de reconstruction (II) et d'unification (III), qui ont fait d'elle la première puissance économique de l'Union européenne (UE) et quatrième mondiale avec un PIB prévisionnel de 4557 milliards de dollars et une progression de 4,6 % [par rapport à 2021](#).

I — Quelle est la matrice politique et sociétale allemande ?

A — Construction d'une nation : histoire et économie

1. Un peu d'histoire

L'Allemagne que nous connaissons aujourd'hui, en ce début de XXI^e siècle, est une jeune nation. Sa première unification date de 1871, mais son histoire est complexe et il sied de poser quelques points de repère pour comprendre son cheminement et ses contradictions depuis le XIX^e siècle. Pour comprendre sa matrice, nous avons choisi de revenir sur certaines dates qui nous semblent essentielles dans l'accroissement de puissance de ce pays par l'économie. Bien que le choix des événements ci-après soit subjectif, ils sont à tout le moins indispensables pour appréhender le positionnement de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Ainsi, l'une des premières contradictions de cette Allemagne dans l'Europe est sans aucun doute sa construction. Mille ans d'histoire du monde germanique obligent à voyager sur l'ensemble du continent européen : de la Francie Orientale (Germanie) aux royaumes d'Italie, de Bourgogne-Provence, de la Scandinavie à la Baltique, Finlande, Pays-Bas, Espagne... Charles Quint (1519-1556) n'était-il pas « *Empereur des Romains, Roi de Germanie, de Castille, de Léon, de Grenade, d'Aragon, de Navarre, de Naples, de Sicile, de Majorque, de Sardaigne, des îles Inde et Terres fermes de la mer Océane, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg et de Gueldre, comte de Flandres, d'Artois...* »⁶ ?

Comme une mosaïque de territoires sans unité politique au sens de « nation », mais plutôt avec une histoire multiple et partagée avec l'ensemble des pays germaniques, slaves et latins. Cette dimension territoriale fera toute la force de la puissance économique de cet ensemble à l'empreinte germanique indélébile et malgré une géographie défavorable.

Ce qui sera dénommé Saint Empire romain germanique (*Heiliges Römisches deutscher Nation*) par le recès de Cologne en 1512⁷, n'est qu'une réunion hétéroclite de pays dits allemands et non allemands unis par l'Église. En d'autres termes, un ensemble de peuples « *sans frontières historiques claires, un territoire sans limites géographiques nettes* »⁸. Dans cet Empire aux limites territoriales incertaines, vont ainsi se réunir jusqu'à 350⁹ groupes sociaux hiérarchisés (*Stand* ou *Reichsstand*) par opposition à État (*Staat*)¹⁰. L'Empire de Charlemagne, *Karl der Grosse*, demeure dans l'imaginaire européen un modèle d'unité auquel on lui a conféré « *une unité chrétienne occidentale* »¹¹. Sa division en 843, lors du Traité de Verdun, est à l'origine de trois royaumes de Francie occidentale, médiane et orientale (carte de [la figure 1](#). Ceux-ci

⁶ Collectif. 2017. *L'Allemagne : de Luther à nos jours*, Paris, Éditions de la République, page 31.

⁷ Schulze, Hans. 2001. *Petite histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*. Hachette Littérature, page 47.

⁸ Rovan, Joseph. 1994. *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Seuil., page 13.

⁹ Collectif. 2017. *L'Allemagne : de Luther à nos jours*, Paris, Éditions de la République, page 29.

¹⁰ Schulze, Hans. 2001. *Petite histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*. Hachette Littérature, page 32.

¹¹ Weibel, Ernest. 2021. *Mille ans d'Allemagne : histoire et géopolitique du monde germanique*. Ellipses poche. Paris : Ellipses, page 7.

furent respectivement affectés aux trois fils de Charlemagne, Charles, Lothaire et Louis.

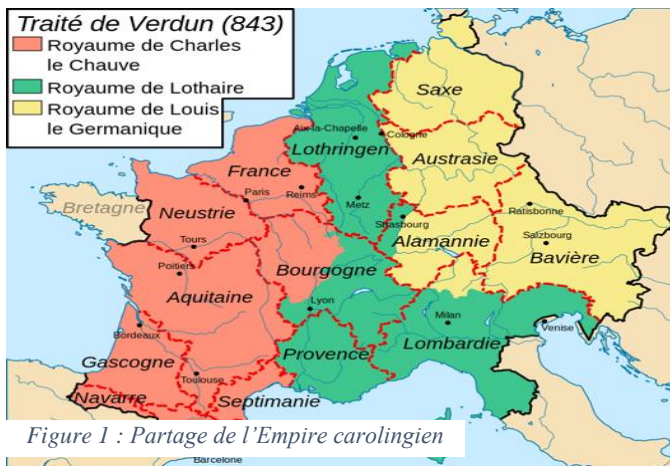


Figure 1 : Partage de l'Empire carolingien

L'ensemble des terres du centre, la Lotharingie (qui s'étend du Rhin à l'Italie) sera annexée en 870 par Louis, ne laissant ainsi que deux royaumes, l'un oriental, l'autre occidental qui seront le point de départ du lien de fraternité qui existe aujourd'hui entre l'Allemagne et la France.

La Francie orientale ou Germanie sera gouvernée par la lignée carolingienne allemande



Figure 2 : Carte du Saint-Empire romain germanique vers l'an mille

jusqu'en 911, date de son extinction. Le relais est pris par Othon 1^{er} le Grand (912-973) par qui est instauré la monarchie élective. Il reconstruit par ailleurs une partie de l'Empire carolingien et la continuité avec l'Empire romain d'Occident (disparu en 476). Couronné Empereur, *Kaiser* (du latin César) à Rome en 962, l'empire d'Othon s'étend de la Meuse et du Rhône à l'Elbe et de la Mer du Nord jusqu'en Toscane, et ne cessera de s'agrandir par la colonisation de territoire vers l'est et l'Europe

Centrale, attirant de nombreuses populations en quête de terres disponibles ([carte figure 2](#)) Cet expansionnisme va permettre de repeupler des régions précédemment dévastées par les Mongols. Il en sera de même vers le nord par les conquêtes des chevaliers Teutoniques des territoires de la mer Baltique jusqu'au cœur des Carpates roumaines.

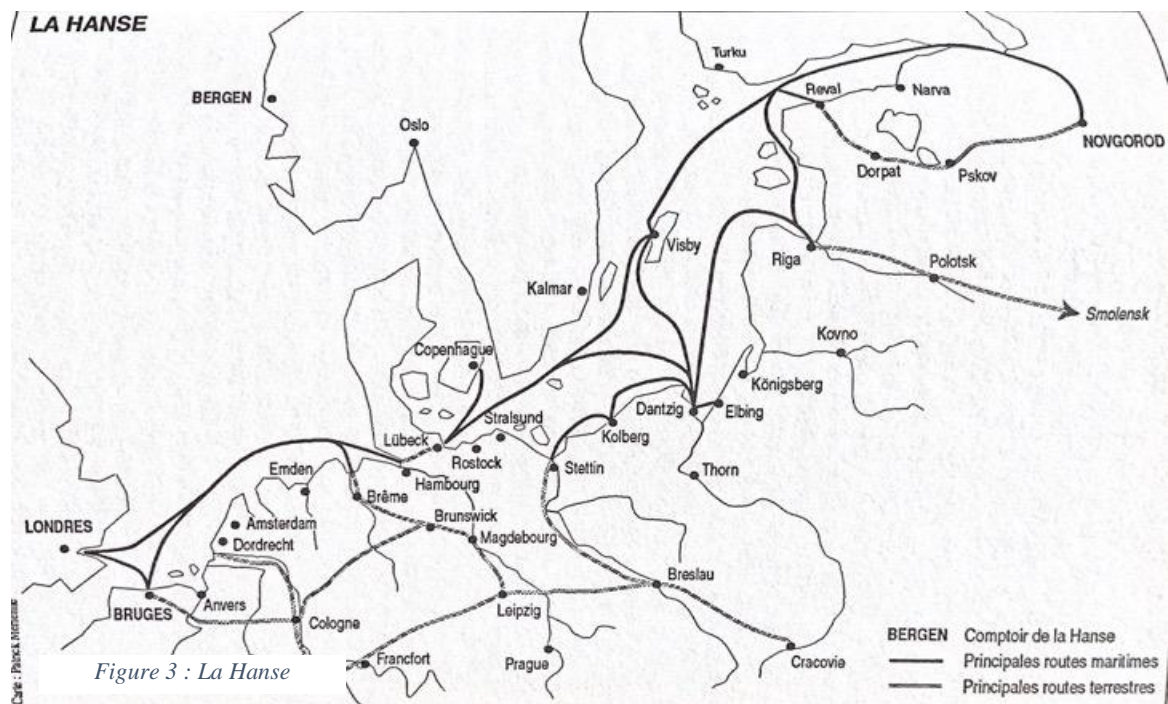
Cet empire reste un ensemble très hétéroclite, sans base institutionnelle solide et dont le choix de l'empereur ne dépendra que de l'élection des princes allemands. Au fil des siècles, le pouvoir de l'empereur va s'étioler et va devoir faire face à des représentations de groupes sociaux, *Reichsstand*, parfois sans base territoriale et composée de princes-électeurs, de villes

impériales. L'ensemble se réunissait en diètes impériales, qui devinrent la Diète de l'Empire, *Reichstag*¹².

À la faveur de ces extensions territoriales, de nombreuses villes sont créées, entretenant des relations commerciales entre elles, mais jouissant d'une totale indépendance par rapport au Saint Empire, qui rappelons-le n'est pas un pouvoir central tel que les autres puissances de l'Ouest connaissaient.

À défaut d'une base politique unifiée, l'idée de puissance se fit par le développement des villes et du commerce et l'essor de la culture économique. Les exemples les plus significatifs furent la Ligue hanséatique entre le XIIe et XVIIe siècle et l'union douanière Zollverein au XIXe siècle (abordée ci-après).

Dans une contradiction supplémentaire, alors que le Saint Empire amorçait un déclin politique, l'Allemagne connut un dynamisme économique des plus importants en Europe. Il s'est ainsi développé, aux côtés des paysans et des propriétaires fonciers, une nouvelle Allemagne, celles des villes et des commerçants qui vont être le moteur de l'économie et faire en sorte que le centre de gravité économique du pays va se déplacer au gré des évolutions de chacune de ces agglomérations. L'exemple le plus emblématique est celui de la Hanse.



La « grande peste » de 1349 à 1352 qui toucha l'Europe provoqua une chute de la population et la disparition de villes et villages. Au sein de l'Allemagne, l'espace agraire fut épargné et équilibré par les différentes colonisations vers l'Elbe. Cela permit un redémarrage important des productions : dans le sud de l'Empire, elles allaient directement à la consommation locale quand celles du nord partaient à l'exportation. L'augmentation de la production agricole entraîna une hausse des revenus, d'où un nouveau type de consommation vers les textiles et les outils, et une activité monétaire importante. L'Allemagne devint alors le principal

¹² Schulze, Hans, *Petite histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*, Paris, Hachette Littérature, 2001, page 32.

producteur de métaux précieux dédiés à la frappe de la monnaie. Différents courants commerciaux se développèrent tout particulièrement aux pourtours de la mer Baltique et Mer du Nord provoquant une vive concurrence face à la société scandinave malgré les liens commerciaux existants consécutivement aux colonisations des rives méridionales de la Baltique. Une prééminence germanique de tout l'est européen apparut, comme une conquête territoriale par le négoce. La nécessité de protéger et défendre les intérêts et la sécurité des transactions commerciales allemandes s'imposa.

C'est ainsi qu'à la suite de création de réseaux, de comptoirs et d'alliances, une ligue allemande vit le jour à Lübeck à la fin du XIII^e siècle, sous le nom de ligue hanséatique. Les Allemands n'avaient rien inventé. Ils améliorèrent ce que les Scandinaves avaient réalisé auparavant, se positionnant, supplantant leurs concurrents. Leur arme était un opportunisme guidé par un esprit d'entreprise qui intégrait déjà l'organisation, le financement, les relations commerciales¹³.

En d'autres termes, ils avaient mis en place un maillage collectif pour contrer l'individualisme scandinave. Cette association d'environ 180 à 200 villes prit le nom de « Commerçants ligués du Saint Empire romain d'Allemagne » (*Gerneiren Kaufleute aus dem Römischen Reich von Alemannienn*)¹⁴. En 1380, dans une supplique au Pape Urbain VI, la ville de Lübeck fut décrite comme « la tête et cité principale des soixante-dix-sept villes liées entre elles depuis longtemps par une ligue ou confédération appelée Hanse »¹⁵.

La ligue hanséatique est l'exemple type de l'accroissement de puissance par l'économie et de l'utilisation de cette dernière comme arme dans le domaine commercial : blocus économique, entraves commerciales, protectionnisme lui permirent d'être plus puissante que les États autour de l'Empire. Elle est considérée par certains auteurs tels que Ali Laïdi comme un épisode de guerre économique¹⁶ de l'histoire de l'Allemagne ayant soumis ses concurrents sans avoir besoin de lever des armées.

La Hanse ne résistera pas aux grandes découvertes du XV^e siècle, des nouvelles voies transocéaniques qui se créeront et aux réveils des grandes puissances attirés par de nouvelles convoitises. Elle résistera, tout de même, jusqu'en 1888 au Zollverein, avant de se replier sur elle-même. A la fin, elle reposera sur trois villes (Lübeck, Brême et Hambourg) et gardera son particularisme de solidarité patriotique jusqu'en 1933.

Le XVII^e siècle fut un tournant pour la région. La guerre de 30 ans (1618 à 1648) et la paix de Westphalie qui s'en suivit annoncèrent le « crépuscule de l'Empire »¹⁷. L'histoire allemande est semée de contradiction et ce terrible conflit en est un exemple supplémentaire, puisque pendant trois décennies, le Saint Empire Romain Germanique soutenu par l'Église, va s'opposer aux territoires allemands qui auront suivi la Réforme et la Contre-Réforme de Luther et Calvin pour adopter la religion protestante comme officielle.

À des fins de rivalités de pouvoir, les puissances européennes protestantes et la France s'ingéreront dans cette guerre civile. Les enjeux étaient la suprématie des protestants, donc la division de l'Empire pour les uns et la restauration de l'unité catholique pour les autres.

¹³ Ernest Weibel, *Mille ans d'Allemagne : histoire et géopolitique du monde germanique*, Paris, Ellipses, 2021, pages 161 à 166.

¹⁴ Henry Bogdan, *Histoire de l'Allemagne : de la Germanie à nos jours*, Paris, Perrin, 1999, page 154.

¹⁵ Ibidem.

¹⁶ Ali Laïdi, *Histoire mondiale de la guerre économique*. Paris, Perrin, 2016.

¹⁷ Hans Schulze, *Petite histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*, Paris, Hachette Littérature, 2001.

L'Allemagne en sortit exsangue avec des pertes humaines colossales, ramenant sa démographie d'un siècle et demi en arrière.

Cette dernière grande guerre de religion de l'époque moderne prit fin avec les traités de Westphalie. Ils établissaient une paix s'appuyant sur une constitution, base d'un droit international européen¹⁸ régi par des règles et normes juridiques dont la principale fut que chaque État européen reconnaissait la souveraineté de tous les autres. Quant à la Réforme et la Contre-Réforme, elles vont définitivement inscrire la société allemande dans une rénovation religieuse dominée par un principe éthique du devoir, de l'ordre et d'éducation. Ce principe d'autorité, « *obrigkeit* », fera dire à Goethe qu'il « *aime mieux une injustice qu'un désordre* »¹⁹.

Cette guerre qui s'étala sur trente ans par épisodes successifs fut considérée par les historiens allemands comme « LA » catastrophe, jusqu'à l'arrivée de l'ère hitlérienne. Depuis cette « *bellum atrox et multiplex* »²⁰ est considérée comme « une » catastrophe politique puisqu'elle a accentué les divisions d'une Allemagne complexe, mais surtout, elle a permis à la France, la Suède puis la Russie d'interférer officiellement dans les affaires de l'Empire en devenant la garantie de paix européenne.

Conformément aux traités de Münster et d'Osnabrück qui composaient « la paix de Westphalie », il fallait que deux grandes puissances européennes se portent garantes de la continuité du pouvoir de l'Empire. Ce dernier était toujours plus fragilisé par l'autonomie des villes impériales et régions qui le composaient. Une Allemagne divisée, contrôlée par des puissances étrangères, 1945 ne serait-il qu'un bis repetita ? La constitution de l'Empire se plaça sous les bons hospices de l'Europe étendue à la Russie. Après les défaites de la Suède dans la guerre du nord de la fin du XVIIe siècle face à la Russie, cette dernière prit le relais du contrôle pour les territoires de l'est.

Le Saint Empire Romain Germanique en tant que communauté juridique allait donc continuer de survivre grâce aux soutiens des puissances européennes et demeurer, malgré sa constitution archaïque et compliquée, un ordre pacificateur au milieu du concert européen²¹, n'ayant pas les capacités de devenir un État unifié et moderne. Face à l'absolutisme de Louis XIV et de ses ambitions territoriales, certains princes-électeurs du Saint Empire romain germanique n'hésitaient pas à s'allier temporairement à la France. Il fallut attendre la guerre contre les Turcs (1683-1699) pour apercevoir un semblant d'unité pour l'empereur. Déjà à cette époque la désinformation avait une place de choix : les défaites infligées à la France étaient attribuées à l'Empire quand celles infligées à Süleyman III et Ahmed l'étaient à l'Autriche, preuve s'il en est que cette dernière s'émancipait de l'Empire. Vienne devenait une capitale incontournable.

La zone territoriale correspondant à l'Empire devenait comme le ventre mou de l'Europe permettant à la région Brandebourg-Prusse de se développer sous l'impulsion des Hohenzollern. En 1701, le prince-électeur Frédéric III se couronna Roi à Königsberg (actuelle Kaliningrad) et se fit appeler, sans réaction de quiconque, Frédéric 1^{er}. L'Empire n'était qu'un espace géographique habité de régions éparpillées dans un territoire non clos et donc sujet

¹⁸ Ibidem, page 62.

¹⁹ Jean-Marc Holz, [Les très riches heures de l'histoire économique allemande](#), Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2017.

²⁰ Collectif, *L'Allemagne : de Luther à nos jours*, Paris, « L'Histoire » Éditions de la République, 2017.

²¹ Hans Schulze, *Petite histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*, Paris, Hachette Littérature, 2001, page 68.

aux prises ou pertes de contrées consécutives aux aléas de guerres. Pour survivre à ce semblant de coup d'État dans l'Empire, la Prusse mit en place une stratégie visant à assurer sa défense en général et ses frontières éparpillées en particulier. Rappelons que nous sommes alors à une époque où politique européenne rime avec affaires de famille. Au décès de l'Empereur en 1740 et en l'absence d'héritier, une nouvelle redistribution des cartes se fait sous l'impulsion guerrière de Frédéric II de Prusse, divisant (un peu plus) l'Allemagne en deux camps : un pouvoir catholique impérial au sud et un contre-pouvoir protestant au nord, devenu le trublion de l'Europe.

Plus que jamais, à la fin du XVIIIe siècle, l'Empire devenait, non seulement vieillissant, mais abstrait et flou. À défaut d'un cadre politique constitutif d'une Nation, comment les Allemands dans cet agrégat de multiples entités firent-ils pour survivre ? ([carte figure 4](#))

Comme évoqué précédemment, la puissance peut prendre différentes formes. La plus commune en cette fin de XVIIIe siècle était l'armée. Mais, qu'en est-il de la connaissance ? Comment contrôler son territoire et ses sujets si ce n'est en développant des compétences. D'abord dans l'administration puis dans l'ensemble des secteurs qui s'y rattachaient : droit, économie, commerce. Il fallut donc que les princes créent des lieux d'enseignement : écoles, universités, académie. Bien qu'à cette période l'Allemagne avait rattrapé son retard, la première université apparut en 1348, sur le modèle français. Ce dernier avait vu le jour deux

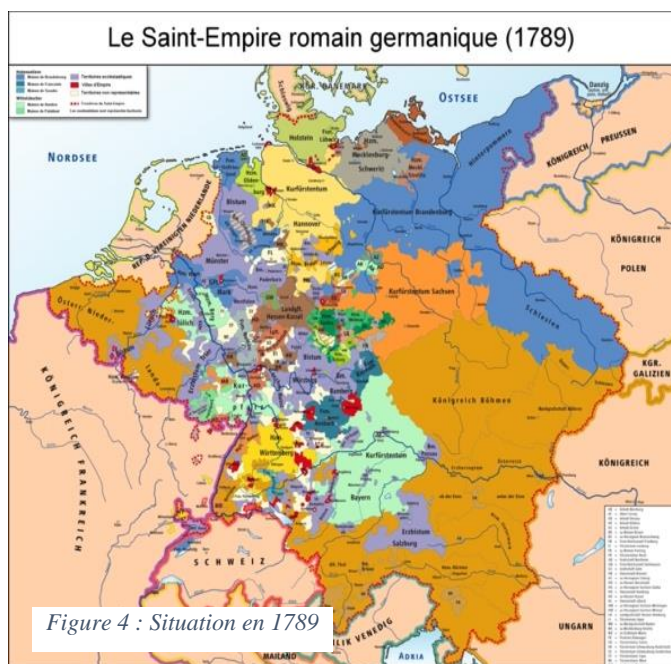


Figure 4 : Situation en 1789

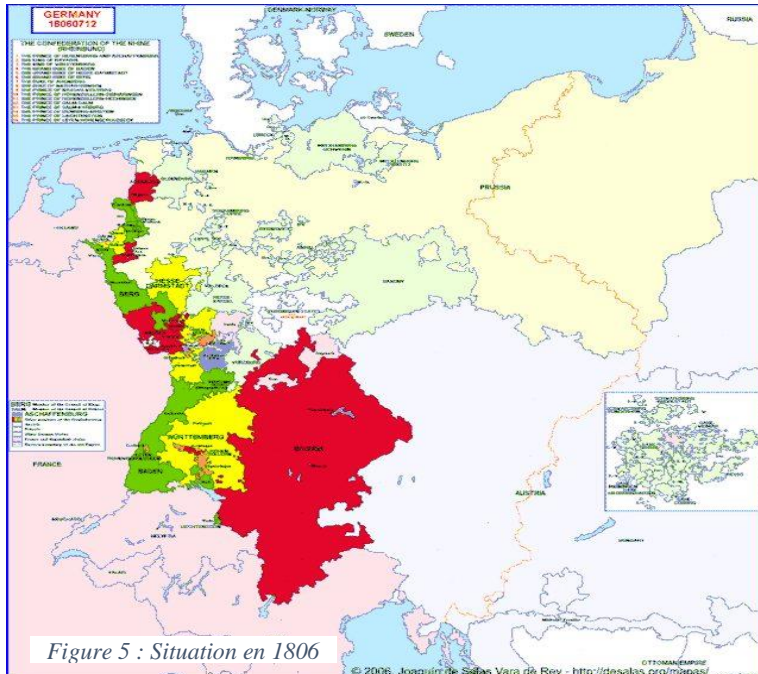
cents ans auparavant. *De facto*, de nouvelles classes sociales et élites apparurent donnant une nouvelle dimension à la langue allemande : une unité linguistique qui s'opposait à la culture française en place dans tous les centres de pouvoir de l'Europe. Bien que le territoire fût au trois quart rural, l'augmentation des publications fit éclore une opinion publique. Ce fut la première étape de la constitution d'une nation allemande, non pas au sens politique, mais culturelle, permettant ainsi un renforcement des liens de solidarité entre chaque entité constitutive.

Dans cette dernière partie du XVIIIe siècle, les troubles sociaux émergèrent sur tout le continent, dont l'acmé fut la Révolution française qui trouva un écho favorable en Allemagne. Emmanuel Kant écrivit que « *cette révolution trouve [néanmoins] dans les esprits de tous les spectateurs une sympathie d'aspiration qui frise l'enthousiasme...* ». Les élites allemandes observaient alors avec passion la transformation de l'homme comme sujet en citoyen²². L'enthousiasme fut de courte durée compte tenu de la tournure prise avec la Terreur et les guerres qui suivirent un peu partout dans le monde. Du côté allemand, les

²² Chapoutot, Johann. 2017. *Histoire de l'Allemagne de 1806 à nos jours*. 2è. Vol. 4020. Que sais-je. Presses universitaires de France. Page 10.

Lumières de l’Aufklärung²³ se développaient en proposant de nouvelles idées dans tous les domaines intellectuels.

En Europe, un véritable « chamboule tout » se joua à l’initiative des États les plus puissants redessinant la carte européenne en général et celle du Saint Empire romain germanique en particulier, puisque de 314 territoires, il passa à 30 !



Cette redistribution de pouvoir atteint son point d’orgue avec l’autocouronnement de Napoléon en 1804. Comment deux empereurs pouvaient-ils cohabiter ? Le 12 juillet 1806, les représentants des États d’Allemagne du Sud et du Sud-Ouest proclamèrent la création de la Confédération du Rhin et se séparèrent de l’Empire (carte figure 5²⁴). Le 6 août de la même année, Frédéric II abdiqua. Le Saint Empire romain germanique n’existait plus. Il est de ces empires qui disparaissent dans une indifférence générale. Ce ne

fut pas le premier à vivre une telle fin, et certainement pas le dernier... Souvent l’Histoire bégaie.

2. Une nation en construction

Si l’une des contradictions majeures de l’Allemagne réside dans sa formation et son histoire, une autre est surprenante quant à son influence : la Révolution française.

Si Valmy (1792) fut une déroute militaire monumentale, c’est avant tout parce que l’armée prussienne organisée et rigoureuse fut anéantie par les « *va-nu-pieds de l’armée révolutionnaire française (...) au cri de “Vive la Nation”* »²⁵.

Ce concept de « *l’homme n’est plus un sujet, mais un citoyen* » interpella les élites allemandes dès le début des événements de 1789 en quête de sens aux mots « nation », « patrie », « patriotisme ».

Sans attendre, Napoléon va accélérer ce processus d’identification politique. L’humiliation en relations internationales est un vaste sujet qui a le mérite de produire différentes réactions à ceux qui la subissent : colère, haine, résistance, résilience, reconstruction... En ce début de XIXe siècle, l’Allemagne écrasée par Bonaparte pense et met en place sa stratégie de reconstruction qu’elle commence à maîtriser : l’économie d’une part, l’éducation et la connaissance d’autre part ; même si cela passe par une alliance de circonstance avec l’ennemi pour contrecarrer l’Angleterre et s’inspirer de ce qui fait la force de la France.

²³ Équivalent au siècle des Lumières français.

²⁴ « Hisatlas - [cartes historiques et politiques d’Allemagne](#) »..

²⁵ Johann Chapoutot, *Histoire de l’Allemagne de 1806 à nos jours*, Paris, Que sais-je, Presses universitaires de France, 2017, page 10

Dès les années 1810, le Chancelier de Prusse, Hardenberg, met en place des réformes agraires et économiques inspirées d'Adam Smith suivant l'idée de la « *prospérité dans la liberté* ». Différents édits sont pris en libérant le travail au grand dam des propriétaires terriens qui perdent une partie de leur main-d'œuvre gratuite et la suppression des corporatismes. Cette libéralisation de la société s'accompagne d'une réforme de l'éducation, avec la création de lycées humanistes (*Humanistisches Gymnasium*), ainsi que de l'armée. L'élévation du niveau de formation est une priorité nécessaire au développement économique. La création d'établissements techniques et abordables pour les classes moyennes va permettre le développement et l'essor de l'industrie. En effet, au cours du XIXe siècle, une multitude d'entreprises vont être créées par des ingénieurs. Carl von Linde, Rudolf Diesel, Carl Benz, Werner Siemens, pour n'en citer que quelques-uns. Le lien école-usine a été construit à cette époque afin d'ancrer la notion de métier et de travail dans le ciment social. Lien qui aujourd'hui existe toujours.

En 1812, tout est en place pour que la Prusse se retourne contre « l'ogre corse » qui sera déchu en 1815. L'échiquier politique européen connaît de nouveaux séismes : la France retourne à ses frontières de 1790, l'Allemagne entreprend sa « Restauration »²⁶ avec la création de la Confédération allemande (*Deutscher Bund*). Celle-ci va regrouper la ligue des trente-neuf princes souverains et villes libres d'Allemagne. Sa représentation à la diète fédérale (*Bundestag*) est à Francfort. Dans un retour dynastique, le centre de gravité de l'Europe vient de se déplacer de Vienne à Berlin, occultant le concept d'État-nation alors en développement. Tous les éléments sont en place pour une nouvelle étape d'accroissement de puissance par



Figure 6 : Les chemins de fer allemands

l'économie. Le développement de l'industrie va se faire grâce à la sidérurgie et aux chemins

²⁶ En français, puisque s'inspirant de l'idée française du retour à la monarchie.

de fer que favorise une géographie centrale au cœur de l'Europe. La première ligne de six kilomètres est ouverte en 1835 entre Nuremberg et Fürth. À l'époque, en Grande-Bretagne il y en avait 544 km, en France 141 km et en Belgique 20 km. Du fait d'un maillage territorial exceptionnel, l'activité ferroviaire se développe très rapidement sous la férule de Friedrich August Borsig et atteint, à la veille de la révolution de 1848, 5000 km à l'intérieur de l'union douanière Zollverein (carte figure 6²⁷). La première locomotive est lancée en 1825. L'Allemagne est alors le deuxième pays industrialisé d'Europe.

Le chemin de fer unifie et fluidifie donc l'espace allemand avec la mise en place de cette union douanière en 1833, le Zollverein, nouvelle étape vers une première unification de l'Allemagne, à tout le moins une unification économique.

3. Le Zollverein : une stratégie d'affirmation de la puissance par l'économie

La première étape de la création de l'Allemagne en tant que puissance économique trouve donc son origine dans le Zollverein qui représente cette union douanière utilisée par la Prusse pour unifier politiquement l'Allemagne et demeure un exemple de ténacité et de persévérance.

De 1829 à 1834, une seule ligne douanière enveloppait plusieurs États de Prusse d'est en ouest et était très contraignante. Ainsi, une marchandise transportée de Königsberg (aujourd'hui Kaliningrad) à Cologne était contrôlée jusqu'à quatre-vingts fois²⁸. Il fallait donc unifier le système pour garantir la plus grande liberté de commerce possible. La plupart des États allemands s'unirent pour sauvegarder un intérêt économique commun. Le Zollverein représentera une forme de liberté intérieure de commerce.

La formation d'une union douanière sous la domination cachée de la Prusse était essentielle pour l'émergence d'un empire fort et indépendant.

Des personnes clairvoyantes telles que Friedrich List (1789-1846) et Friedrich von Motz (1775-1830) l'avaient bien compris : pour poser les conditions de l'unification de l'ensemble de l'Allemagne, il était nécessaire d'exclure l'Autriche sous la direction de la Prusse. Le Zollverein est donc un outil politique, fait de tractations, promesses et intrigues dans un processus d'unification qui prit soixante-dix ans. Cette unité économique anticipait l'unité politique mise en œuvre ensuite par Otto von Bismarck.

La nécessité de créer une union douanière s'explique par le scénario industriel dans lequel se trouvaient les entreprises allemandes. Un grand afflux de marchandises étrangères à bas prix dont l'Allemagne ne réussissait pas à maintenir la concurrence. Par ailleurs, la contrebande commençait à se développer sur plusieurs territoires.

Le scénario a été aggravé par les lois protectionnistes mises en œuvre par certains pays européens empêchant l'importation de produits allemands. Le résultat fut que des pays comme l'Angleterre avaient un important excédent commercial.

La plupart des produits étrangers (tissus, charbon) arrivaient d'Angleterre par la mer. D'autres pays où les provinces allemandes auraient pu exporter ont commencé à se fermer. La Belgique, par exemple, commençait à défendre son industrie métallurgique contre la concurrence des produits allemands. Par ailleurs, les propriétaires de mines et les négociants

²⁷ Pierre Benaerts, *Les origines de la grande industrie Allemande : essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*, Paris, éditions T.H.Turot, 1933.

²⁸ Jean-Marc Holz, [Les très riches heures de l'histoire économique allemande](#), Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2017.

en charbon de la vallée de la Ruhr ont été affectés par la perte du marché néerlandais qui s'est orienté vers le marché belge.

Le mécontentement dans les provinces les plus touchées était évident et les représentants des milieux d'affaires se sont adressés au gouverneur de la province rhénane, M. Sack qui déclara ainsi :

« Grâce aux changements politiques survenus, notre pays a été sans doute élevé à la domination de l'étranger ; mais notre commerce et nos fabriques ont sombré dans la situation la plus lamentable. Soit que les produits de notre industrie se trouvent prohibés dans plusieurs pays avec lesquels nous étions précédemment en relations, soit que leur importation dans d'autres pays ait été lourdement frappée, le résultat général est une paralysie complète de notre industrie, et une misère sans bornes parmi les ouvriers de nos fabriques »²⁹.

Sur son propre territoire, la situation douanière de l'Allemagne était extrêmement confuse. Les différents tarifs entre les États créèrent une forte bureaucratisation avec différentes formalités à remplir pour que les marchandises puissent transiter d'un État à l'autre.

Une abolition des tarifs douaniers était donc nécessaire compte tenu du fait que les provinces allemandes n'avaient pas toutes connu la domination prussienne. Il fallait mettre en œuvre une politique habile, qui satisfasse les intérêts matériels des personnes qui vivaient dans ces provinces. Un tel projet aurait permis de soustraire les territoires ouest-allemands à l'influence française et les rattacher à la Prusse. Comme le montrent les cartes suivantes (figures 7,8 et 9³⁰), l'évolution de l'union douanière était un processus lent réalisé sur plusieurs années. Mais déjà en 1834, à l'exception de quelques États dissidents, l'union douanière était achevée.

Les bases d'un marché intérieur étendu, prospère et protégé contre la concurrence étrangère étaient posées, mais cela n'était pas suffisant.

Une unité commerciale sans une innovation technologique, un système d'accès à capitaux, un système de privatisation des entreprises et sans une simplification monétaire, n'aurait pas pu garantir un système de pouvoir économique indépendant. C'est pourquoi une analyse de l'Allemagne en tant que puissance économique ne peut pas faire abstraction des étapes suivantes (figure 10³¹) :

²⁹ Pierre Benaerts, *Les origines de la grande industrie Allemande : essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*, Paris, éditions T.H.Turot, 1933.

³⁰ Ibidem.

³¹ Graphique réalisé par Raffaele Calandrelli.

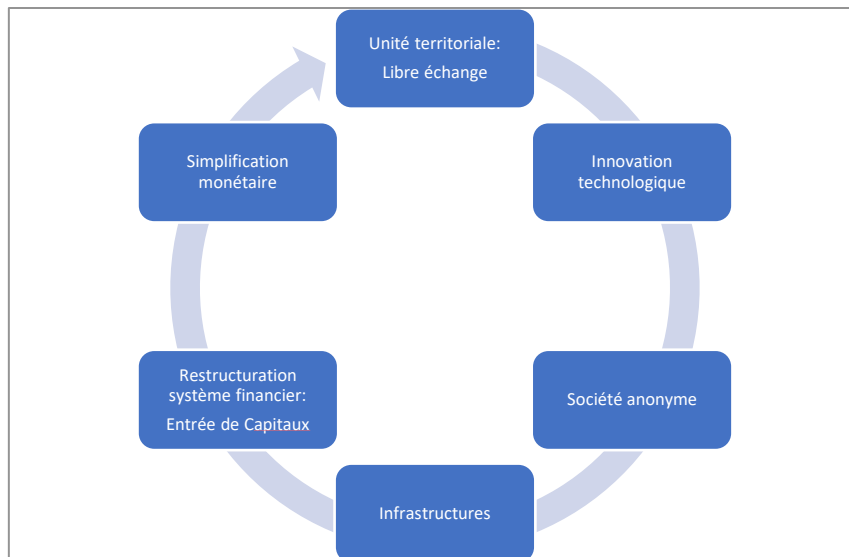


Figure 7 : Étapes économiques du Zollverein

En 1821, l'Allemagne, pour rattraper le retard par rapport à la révolution industrielle, institutionnalise la copie et le vol d'informations³². Ainsi, les machines industrielles britanniques, malgré une interdiction de sortie du territoire, entraient en Allemagne qui procédait aux vols des technologies par une ingénierie inversée³³.

La transformation industrielle avait besoin de capitaux que l'Allemagne ne disposait pas en comparaison de pays comme la France, l'Angleterre et les Pays-Bas. Ces derniers ont pu bénéficier d'un développement d'entreprises à l'étranger grâce à leur positionnement colonial et à une bonne capacité d'épargne.

Les étapes ultérieures de la croissance de l'Allemagne dans l'économie sont donc caractérisées par les nouvelles sociétés par actions, la création de nouvelles organisations bancaires et l'entrée de capitaux étrangers.

La conception politique mise en place pour la création du Zollverein présente des similitudes avec la conception politique de l'Union européenne comme établi par le traité de Maastricht. Cette association commerciale par des voies politiques a conduit, hier comme aujourd'hui, à la création d'un sentiment commun d'appartenance et la peur, entre les gens qu'une dissolution de cette unité ne serait plus possible sans provoquer un immense dommage matériel.

Mais si le Zollverein a servi les intérêts de l'Allemagne, sommes-nous sûrs que l'Union européenne a pris en compte les intérêts de tous les états européens ?

4. Vers l'unification politique

L'histoire allemande est extrêmement complexe et rien n'est simple dans le cheminement intellectuel de ses dirigeants, à commencer par l'idée même de « nation ». Dans la conception allemande du XIXe siècle, cela repose sur la langue et les coutumes, fondements du courant de l'Aufklärung de la deuxième moitié du XVIIIe siècle. Il ne s'agit donc pas d'une démarche volontaire et consciente telle que cela existait en France.

³² Christian Buckard, et Daniel Guthmann, *Une histoire de la guerre économique*, ZDF/Arte, 2019.

³³ Ibidem.

Comme nous l'avons vu précédemment, au cours du XIXe siècle, ce concept de « nation » va grandir au point de provoquer des bouleversements internationaux. Les peuples en voulant s'unir vont provoquer la rupture du statu quo imposé par le Congrès de Vienne de 1815.

Il faut rappeler que la Confédération germanique issue de 1806 était un patchwork composé de 39 entités ou États dont les deux principaux étaient l'Autriche et la Prusse. Cette dernière était la seule à avoir une composante territoriale homogène et linguistique. Alors que l'union douanière économique du Zollverein se réalisait, la vie culturelle se développait vers une forme de liberté, d'un désir d'unité et d'une certaine exaltation du passé dont les mouvements étudiants *Burschenschaft*³⁴ portaient la promotion. L'idée nationale se développait. Leur devise était « honneur, liberté, patrie » et le drapeau noir, rouge et or celui de l'uniforme des chasseurs de Lützow³⁵.

Si le Zollverein était une force économique tournée vers l'avenir par le développement d'une bourgeoisie d'entrepreneurs et de marchands, ce fut aussi une arme redoutable qui faisait de l'Allemagne une grande puissance économique. À tout le moins, une unité politique en aurait fait une grande puissance à part entière, comme le préconisait Frédéric List dès 1841 dans son « Système national d'économie politique »³⁶. C'est ce que les pays européens redoutaient. C'est ce qui va se passer...

Un régime politique fort peut permettre de lancer une dynamique permettant un développement du pays tous azimuts et lui permettre d'acquérir le statut de puissance, voire de grande puissance. Au fondement de ce régime politique, il y a souvent des institutions fortes, telles que l'armée. Concernant les paradoxes de l'Allemagne, en ce XIXe siècle, c'est son économie qui va être vectrice d'une nécessité d'unification politique pour atteindre le statut de grande puissance européenne.

Le développement du chemin de fer permit l'aboutissement de l'union douanière. Il fallait, à ce stade, doter le territoire d'une armée nationale. Le roi Guillaume 1^{er} mit le projet de réforme militaire en œuvre en 1861, à son accession au trône. Devant l'hostilité de l'opposition libérale, il appela Otto Von Bismarck à la Chancellerie. La construction de l'unité prit alors une tout autre tournure : « *l'Allemagne n'a pas les yeux tournés vers le libéralisme de la Prusse, mais vers sa force. Libre aux autres États allemands d'absorber le libéralisme, mais aucun n'aura à remplir la mission de ce pays. Ce n'est pas par des discours ou des votes que les grandes questions de cette époque trouveront une réponse, mais par le feu et le sang* »³⁷. La détermination de Bismarck fut sans appel et sa stratégie à tout le moins novatrice. Il réussit à combiner l'écosystème économique et militaire en associant l'industrie prussienne et des usines telles que Krupp à la transformation de la défense allemande.

Pour aboutir à l'unification tant attendue, Bismarck va utiliser ses voisins et leurs points de faiblesses pour dissimuler ses intentions et agir avec le plus grand effet de surprise possible. Ainsi, on peut aisément poser le postulat que la première unification se réalisa, avec pour préliminaires la révolution de 1848, puis des actions « *cachées dans la lumière* »³⁸ contre le Danemark, l'Autriche et la France.

³⁴ Claude Roosens, *Les relations internationales de 1815 à nos jours. 1: Du Congrès de Vienne à la seconde guerre mondiale*, seconde édition, collection PEDASUP 36, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 2001, page 70.

³⁵ Henry Bogdan, *Histoire des trois Reich*, Paris, Perrin, 2015.

³⁶ Ibidem page 119.

³⁷ Claude Roosens, *Les relations internationales de 1815 à nos jours. 1: Du Congrès de Vienne à la seconde guerre mondiale*, seconde édition, collection PEDASUP 36. Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia, 2001, page 71.

³⁸ Jean Levi, *Les 36 stratagèmes : manuel secret de l'art de la guerre*. Rivages poche. Paris, Payot & Rivages. Le premier des 36 stratagèmes : « rien n'est plus caché que le plus apparent », 2007.

En effet, la chute de Louis-Philippe en France raviva l'agitation libérale en Europe et en Allemagne où les événements révolutionnaires vont diviser la population sur la question de l'unité : une confédération (*Staatenbund*) ou un État fédéral (*Bundesstaat*) ? Les uns étaient pour une grande Allemagne, *Grossdeutsche*, avec l'Autriche donc catholique. Les autres envisageaient une petite Allemagne sans l'Autriche, *Kleindeutsche*, donc protestante et dirigée par la Prusse. Cette dernière solution l'emporta, les idées libérales attendront 1919 (Weimar) puis 1949 (Loi Fondamentale) pour revenir sur le devant de la scène politique. Dans l'immédiat, le nationalisme allait bon train.

Si « *diviser pour mieux régner* » est un adage courant en politique. Paradoxalement dans la question allemande de l'époque, tout étant éparse, l'astuce était de réunir et autant que faire ce peu, autour de la langue allemande, matrice de l'idée de nation.

La première unification se fit progressivement en partie sous la direction de Bismarck qui des années 1866 à 1871 mena un jeu politico-militaire prussien.

La première étape se fit sur le compte du Danemark. La Confédération germanique était composée, entre autres, de trois duchés, le Slesvig, le Holstein et le Lauenbourg rattachés à la couronne danoise, mais avec un système d'administration différent et autonome. Le point commun à ces trois duchés était la langue allemande et un sentiment nationaliste en pleine croissance depuis les années 1830. L'idée prussienne était alors de se rapprocher de Kiel et de la Baltique pour développer son territoire.

Un conflit armé éclata entre 1848 et 1850 entre la Prusse et le Holstein contre le Danemark. Un traité de paix intervint en 1852, signé par la Prusse, refusé par le Slesvig-Holstein et la Confédération germanique. La situation demeura confuse, tant pour des questions dynastiques et familiales que de relations internationales. La Russie ne voulait pas de la Prusse comme puissance navale dans la Baltique et l'Angleterre d'un Danemark affaibli, car garant des détroits. Le conflit repris en 1863. L'Autriche souhaitait réorganiser la Confédération et ne pouvait laisser le monopole du nationalisme à la Prusse. Bismarck lui apporta subtilement son aide et l'entraîna par la ruse dans le jeu de la guerre. La victoire acquise, la paix fut signée à Vienne en 1864 : le roi du Danemark renonça à ses droits sur les duchés. Le Lauenbourg, le Slesvig et Kiel furent attribués à la Prusse et le Holstein à l'Autriche. Une première étape était réalisée : le Holstein était éloigné de l'Autriche et enclavé en terre prussienne. L'Autriche était isolée.

Restait pour Bismarck à s'occuper de la question sur le leadership au sein de la Confédération et de l'Autriche en particulier. L'échiquier bismarckien était en place : l'invasion du Holstein en 1866 provoqua une guerre contre l'Autriche soutenue par la Hesse, la Saxe, Hanovre et la Bavière. Le conflit prit fin le 3 juillet à Königgratz, connu en France sous le nom de Sadowa. Une guerre éclair fut menée en quelques semaines, stratégiquement, par Helmuth von Moltke. Pour la première fois, il utilisa la combinaison du télégraphe et des chemins de fer pour faire venir des troupes de différents endroits. La paix fut signée à Prague en août 1866. Pour s'assurer de la neutralité de l'Autriche dans la suite de son plan, Bismarck ne lui prit rien, mais se contenta de l'isoler un peu plus. La Confédération germanique fut dissoute au profit de la Confédération de l'Allemagne du Nord, *Norddeutscher Bund*, autour de la Prusse, Hanovre, Francfort, et du Slesvig-Holstein, soit un apport de quatre millions d'habitants. L'unification avança avec différentes mesures, telles que la suppression des passeports et une unification monétaire.

La Confédération de l'Allemagne du Nord était un État fédéral, avec une présidence, le Roi de Prusse, une assemblée élue au suffrage universel et une assemblée des gouvernements. Les États du sud, Bade, Hesse, Bavière et Wurtemberg restaient à l'extérieur, mais en lien très

proche avec le Zollverein³⁹. Cette deuxième étape vers une unification peut poser question : n'était-ce pas une guerre entre Allemands ? Les Prussiens à l'uniforme noir et blanc contre des soldats de la Hesse, Saxe, Hanovre et Bavière aux brassards noir, rouge et or ?⁴⁰.

Pour achever l'unité, Bismarck, dans une vision froide des rapports de forces, avait besoin d'une faiblesse extérieure supplémentaire pour continuer d'alimenter l'esprit nationaliste nécessaire à l'unité allemande. Il la trouva avec la personne de Napoléon III avec lequel il put faire « *d'une pierre deux coups* » : écraser un rival et finaliser l'unification. À l'occasion des discussions diplomatiques de Nickolburg sur des revendications territoriales de la France sur le Luxembourg, Napoléon III échoua à faire valoir ses exigences.

Cet échec l'isola et l'affaiblit un peu plus sur la scène internationale et nationale alors que la réforme du service militaire préparée par Niel n'aboutissait pas. L'opportunité d'une affaire de famille entre l'Espagne et la Prusse donna le coup de grâce à la France. Rappelons qu'en effet, en cette fin de XIXe siècle, la plupart des pays européens étaient dirigés par des dynasties liées entre elles par cousinage. Alors que la Reine Isabelle d'Espagne abandonne son trône, le gouvernement provisoire espagnol propose la candidature de Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, ce qu'approuve Bismarck puisque cela constituerait une alliance avec la Prusse. Jeux de pouvoir et d'influence obligent, Napoléon III manifeste son refus, accepté par le roi Guillaume.

La faiblesse étant souvent mauvaise conseillère, Napoléon III exigea, via son ambassadeur en Prusse, Benedetti, une renonciation permanente de toute prétention d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. Le roi Guillaume refusa catégoriquement en déclarant « *il semble que je me sois toujours exprimé clairement et sans équivoque et que je n'ai rien à ajouter* »⁴¹ et de transmettre, depuis sa cure thermale à Bad Ems, le 13 juillet 1870, son compte rendu de conversation diplomatique à Bismarck. Ce dernier va alors utiliser et transformer cette dépêche à des fins de désinformations et la publier afin de provoquer « *sur le taureau gaulois, l'effet du drapeau rouge.* » On put ainsi lire dans la presse ce qui devenait « la dépêche d'Ems » : « *Sa Majesté a alors refusé de recevoir de nouveau l'ambassadeur et lui a fait savoir par l'aide de camp de service qu'elle n'avait plus rien à lui communiquer.* »⁴²

Cette déclaration fit son effet de part et d'autre du Rhin : en Allemagne, la vox populi trouva l'insistance française déplacée quand en France l'opinion publique parisienne fut outrée de l'humiliation subit par son ministre des Affaires étrangères et répond à l'effet attendu par Bismarck... Cet acte que nous considérons aujourd'hui comme de la manipulation et de la guerre informationnelle conduit, le 15 juillet, le gouvernement à demander au pouvoir législatif le vote de crédits militaires supplémentaires. La réponse de Guillaume fut la mobilisation générale. Napoléon III déclara la guerre le 19 juillet.

Mais la France est isolée, seule sur la scène diplomatique. L'affaire est entendue en quelques semaines sous la direction du chef d'état-major Helmuth von Moltke, qui une fois encore mettra en exergue la supériorité technique et stratégique de l'armée prussienne par l'utilisation des moyens modernes de communication. Cette guerre contre la Prusse reste pour certains LA référence à toute la profondeur historique des antagonismes existant entre la France et l'Allemagne. Par le jeu des alliances entre la Prusse et les États du sud de

³⁹ Claude Roosens, *Les relations internationales de 1815 à nos jours. 1 : Du Congrès de Vienne à la seconde guerre mondiale*, seconde édition, collection PEDASUP 36. Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 2001, pages 77-78

⁴⁰ Ibidem.

⁴¹ Henry Bogdan, *Histoire des trois Reich*, Paris, Perrin, 2015.

⁴² Ibidem.

l'Allemagne, c'est toute l'Allemagne du nord au sud qui fit bloc. Ce fut donc bien une guerre franco-allemande déclenchée par le mensonge et la ruse.

Napoléon III est fait prisonnier le 2 septembre 1870, la capitulation et l'armistice sont signés



Figure 8 : Le Iie Reich

le 28 janvier 1871 et le traité de paix le 10 mai 1871. La France perd l'Alsace, le nord-est du plateau lorrain et la Moselle (avec les villes de Metz et Thionville), que Bismarck annexe sans état d'âme quand il avait toujours épargné ce type de déshonneur à l'Autriche ([carte figure 11](#)). Le 18 janvier 1871, la délégation de la diète d'Allemagne du Nord proclame l'Empire d'Allemagne, le Iie Reich, plus connu sous le Reich wilhelmien⁴³. La cérémonie a lieu dans la Galerie des Glaces du Château de Versailles. L'humiliation à l'égard de la France est à son comble, Bismarck réussit l'unification de l'Allemagne en réunissant les États d'Allemagne du

Sud et la Confédération de l'Allemagne du Nord, soit un ensemble de 25 États subordonnés à L'Empire dirigé par Guillaume, *Deutsche Kaiser* (et non *Kaiser von Deutschland*⁴⁴) et Roi de Prusse. L'Empereur détient le pouvoir diplomatique et gouverne avec son chancelier, une Assemblée nationale (Reichstag) et un Conseil fédéral (Bundesrat). Il obtient ainsi une double légitimité : l'adhésion des princes et le soutien des députés. La première unification est réalisée et renforcée en 1872 par la mise en place d'une monnaie unique, le *Reichsmark*, dont la mise en circulation interviendra en 1876.

B – Hubris et *némésis* 1914 – 1945

1. Innenpolitik et Weltpolitik du nouvel empire

Guillaume II va orienter son règne vers la politique internationale, *Weltpolitik*, afin de conduire l'empire vers une projection de puissance mondiale, *Weltreich*. Pour cela, il va s'appuyer sur les industries de charbon et de fer pour développer une puissante marine marchande et de guerre, partant du principe que « *notre destin est la mer* ». Ainsi, en 1914, la *Kaiserliche* sera la deuxième marine militaire au monde. Par ailleurs, l'empereur incité par les lobbies va tenter de donner à l'Allemagne une dimension ultramarine en octroyant la protection du Reich, *Reichsschutz*, pour des conquêtes privées en Afrique de l'Ouest et Asie.

C'est ainsi que l'Allemagne va implanter son influence en Chine dès la fin du XIXe siècle avec la signature d'un traité en 1861 qui met en place le principe de réciprocité dans le domaine

⁴³ En référence à Guillaume qui se dit Wilhelm en allemand et aux deux empereurs, Guillaume 1^{er} et 2^e qui couvriront cette période 1871-1918.

⁴⁴ *Empereur Allemand / Empereur de l'Allemagne.*

du commerce. Au modèle des villes hanséatiques, il s'agit de mettre en place une égalité des droits de douane et une liberté de circuler sous la protection d'un consulat hanséatique⁴⁵. La mainmise allemande s'installera dans la ville portuaire de Tsingtau à partir de 1895 et la création de la fameuse brasserie en 1898, puis via un protectorat de Kiaotchéou en 1897. Lors de la révolte de Boxers en 1900, l'Allemagne dirige les troupes européennes donnant l'occasion à Guillaume II de s'exprimer violemment : « *pas de quartier ! pas de prisonniers ! [...] De même que les Huns se sont fait un nom sous Attila [...] puisse le nom d'Allemand résonner de telle sorte en Chine que, pendant mille ans, plus aucun Chinois n'ose regarder un Allemand de travers.* »⁴⁶ Les interventions militaires des Occidentaux à cette révolte nationaliste chinoise font partie des condamnations de la rhétorique chinoise du siècle d'humiliation.

Malgré tout, les prétentions coloniales tardives ne pourront pas malgré tout rivaliser avec les grandes puissances en place.

Dans le même temps et depuis 1848, la croissance économique de l'Allemagne et son industrialisation provoqua un bouleversement de la société avec de nouvelles conditions de travail et des moyens de communication novateurs pour l'époque. Dès lors, une forme d'unification sociétale va se créer avec l'apparition de mouvements libéraux et bourgeois, mais surtout ouvriers. Une nouvelle forme de prolétariat va apparaître avec l'arrivée dans les villes de ruraux de pauvres habités par un sentiment de déracinement profond.

De ce malaise sociétal surgira une nouvelle idéologie, le socialisme comme « *mythe de classe* », créateur de mouvements ouvriers tels que l'« Association des travailleurs allemands » (*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*) ou « le Congrès des Associations de travailleurs allemands » (*Vereinstag deutscher Arbeiterverein*). Tous les deux sont précurseurs de l'actuelle sociale démocratie⁴⁷. Le renforcement de la politique sociale voulue par Guillaume II ne laissera pas la place à une révolution socialiste ni à aucune révolution destructrice à l'intérieur du pays. Raisons pour lesquelles certaines idées propres à Marx et Engels s'exporteront plus facilement, tout particulièrement vers la Russie.

La création de cités ouvrières et les lois de Bismarck sur la protection sociale des travailleurs, entre autres, vont permettre la mise en place de relations particulières entre le prolétariat, le patronat et l'État sur la base du compromis social.

Néanmoins, l'unification de 1871 va donner un élan considérable à l'économie par le renforcement du tissu industriel créé à « l'époque des fondateurs » (*Gründerzeit*) tel que Krupp, Thyssen, Siemens, AEG, Borsig et la création de nouvelles structures : Leitz, Zeiss, Leica, Bayer (et son brevet sur l'aspirine), Nivea, Labello, Liebig, Bahlsen. Nous l'aurons compris, déjà à cette époque, l'arme la plus puissante que détiennent les Allemands est l'économie. Ils la manient à la perfection en créant une Mitteleuropa économique dominée par l'Allemagne et ne laissant que peu de place aux autres nations. Tout cela encourage un nationalisme exacerbé au point de passer pour une puissance favorisée par la nature et d'adhérer à un darwinisme social qui lui permettrait tous les excès.

C'est dans cette ambiance que Friedrich Ratzel (1844-1904) va publier des travaux d'anthropogéographie encourageant une stratégie d'accroissement territorial de l'Allemagne

⁴⁵ Marie-Bénédicte Vincent, *Une nouvelle histoire de l'Allemagne : XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Perrin, 2020.

⁴⁶ Johann Chapoutot, *Histoire de l'Allemagne de 1806 à nos jours*, Paris, Que sais-je. Presses universitaires de France, 2017.

⁴⁷ Hans Schulze, *Petite histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*, Paris, Hachette Littérature, 2001, pages 116 et 117.

comme facteur de puissance. Membre de la Ligue pangermaniste ⁴⁸(*Alldeutscher Verband*), admirateur de Darwin et de philosophes tels que Ernst Haeckel et du naturaliste Moritz Wagner, Ratzel va développer le concept d'expansion de territoire comme moyen d'accroissement de puissance d'États forts. En 1901 paraît son essai *Der Lebensraum*, « L'Espace vital ». Bien que sous-titré « *une étude biogéographique* », le terme de « *Lebensraum* » connaîtra une utilisation pernicieuse⁴⁹.

À la fin du XIXe et au début du XXe siècle, l'Allemagne est la première puissance économique de l'Europe et la deuxième du monde. Ses ambitions régionales et internationales dans sa *Weltpolitik* ne cessent d'être exigeantes au point de déclencher différents incidents diplomatiques.

L'un d'entre eux, méconnu en France, l'affaire de la ligne Berlin-Bagdad (carte figure 12)⁵⁰ ou affaire du Bagdad-Bahn demeure un exemple caractéristique d'accroissement de puissance par l'économie et par ricochet de la sphère d'influence allemande. En 1898, lors de son passage à Jérusalem (alors sous possession ottomane), Guillaume II se déclara « *ami du sultan*

et des cent millions de mahométans dispersés à travers le monde »⁵¹. Ce rapprochement permit dès 1903 d'établir des accords pour le prolongement de la ligne de chemin de fer Berlin-Constantinople vers Bagdad, soit 4000 km vers la zone pétrolière de Mossoul. À cela s'ajoutèrent les droits d'exploitation des richesses minières sur 20 km de part et d'autre du tracé et d'une

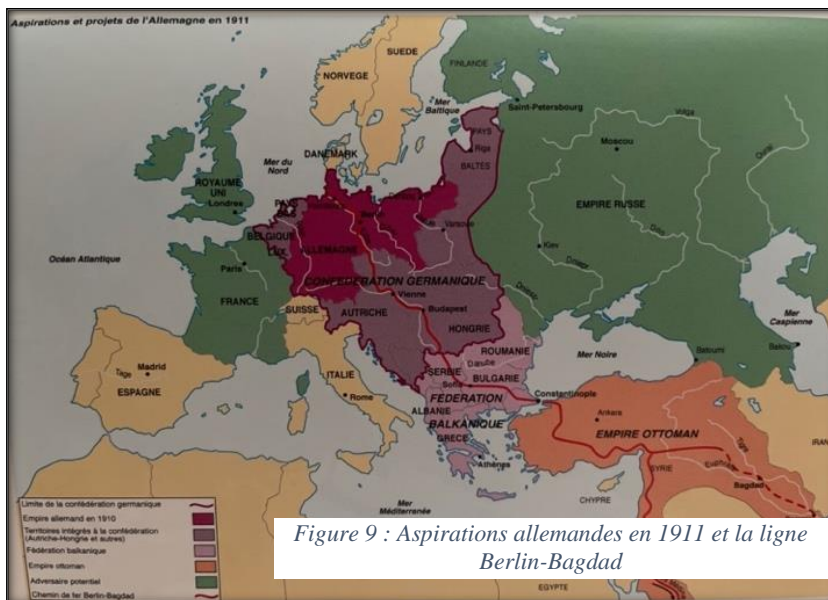


Figure 9 : Aspirations allemandes en 1911 et la ligne Berlin-Bagdad

coopération militaire⁵². Dès lors, tous les éléments étaient réunis pour accentuer la dégradation des relations entre Londres et Berlin malgré les liens de cousinage qui unissaient les souverains. Les Anglais étaient particulièrement irrités par le dynamisme sans concession des commerçants allemands et percevaient d'un très mauvais œil l'extension de la sphère d'influence allemande sur la Route des Indes et le Moyen-Orient.

2. *Pecunia est nervus belli*⁵³

⁴⁸ Olivier Zaïec, *Introduction à l'analyse géopolitique : histoire, outils, méthodes*, Paris, éditions du Rocher, 2018, page 31.

⁴⁹ Ibidem.

⁵⁰ Gérard Chaliand, et Jean-Pierre Rageau, *Géopolitique des empires : des pharaons à l'imperium américain*, Paris, Champs, Flammarion, 2015.

⁵¹ Henry Bogdan, *Histoire de l'Allemagne : de la Germanie à nos jours*, Paris, Perrin, 1999, page 331.

⁵² Ibidem.

⁵³ « *L'argent est le nerf de la guerre* ».

À la veille de ce qui fut la Première Guerre mondiale, la *Weltpolitik* de Guillaume II avait fait de l'Allemagne une puissance économique de premier plan couplée d'une puissance idéologique animée par un nationalisme profond. Le tout alimentait des enjeux économiques de premières importances. La féroce concurrence entre les puissances industrielles, les défis pour le contrôle des matières premières et les conquêtes de nouveaux marchés et autant que faire ce peu une course à l'armement, motivèrent et alimentèrent l'objectif d'associer puissance économique et puissance militaire.

Un dangereux jeu d'équilibre des puissances se mit en place : les frictions entre cousins eurent pour effet de rapprocher la France et l'Angleterre dans une entente cordiale renforcée par les accords entre Britanniques et Russes en 1913. La situation était tendue au point de projeter une guerre en ombre portée. Von Moltke, chef d'État-major de Guillaume II n'avait-il pas rallié l'Empereur à l'idée d'une guerre préventive réglée en quelques semaines⁵⁴. Le 28 juillet 1914, l'attentat de Sarajevo contre l'Archiduc François-Ferdinand va accélérer le mouvement belliqueux de part et d'autre. Tout le monde (ou presque) connaît la suite dans le contexte historique et militaire. Mais la connaît-on d'un point de vue économique : l'économie comme arme pour affaiblir les puissances de l'Alliance ?

Dans son ouvrage, « *Le nerf de la guerre* », le Lieutenant-colonel Olivier Lahaie, relate les pérégrinations d'un homme d'affaires français, Joseph Crozier, pour qui « *la guerre est une affaire et il ne faut pas la considérer autrement* »⁵⁵, mais aussi la mise en place par les alliés de ce qui fut la Première Guerre économique organisée de façon structurée et étatique contre l'Allemagne. Cette dernière, aveuglée comme peut l'être un hégémon, n'a pas pris immédiatement la mesure des conséquences d'une guerre réalisée avec des moyens modernes. Pourtant, dès 1870, von Moltke, chef d'État-major allemand, fit une magistrale démonstration dans l'anéantissement de l'armée française en quelques semaines. Quarante-quatre ans après, sans doute que l'Allemagne envisageait de récidiver cette stratégie et de conclure cette guerre tout aussi rapidement. Sûre d'elle, l'hypothèse d'un conflit de longue durée ne fut pas même envisagée. Elle estimait battre la France en six semaines avant de se retourner contre la Russie. Les différents belligérants se projetaient donc sur une guerre très courte.

Mais les puissances de l'Entente face à la morgue allemande avaient, semble-t-il un temps, mieux compris le rôle que l'économie peut jouer en tant de guerre : en l'utilisant pour annihiler les outils industriels de l'ennemi, épuiser les sources d'approvisionnement et l'obliger d'une part à augmenter ses efforts de guerre et d'autre part à orchestrer la propagande pour manipuler les opinions publiques. En d'autres termes, mettre en place une guerre d'usure afin de séparer les adversaires et amoindrir leur capacité de résistance. L'objectif de coupler offensive militaire et économique se posa, puisqu'à cette époque l'économie était tout ou partie mondialisée.

L'Allemagne, déjà à cette époque, avait procédé à un accroissement de puissance par l'économie au détriment des autres pays en mettant en place un système organisé d'espionnage industriel. Par conséquent, l'Entente mit en place fin 1914, un blocus visant à l'étouffer. Comment expliquer que l'Histoire puisse à ce point se répéter... ?

Pour autant, dès 1915, un ingénieur allemand, Siegfried Herzog, rédigea une méthodologie de guerre économique par l'action militaire qui fut traduite en 1919 sous le titre français « *Le*

⁵⁴ Henry Bogdan, *Histoire de l'Allemagne : de la Germanie à nos jours*, Paris, Perrin, 1999, page 333.

⁵⁵ Olivier Lahaie, *Le nerf de la guerre : Berlin 1918-1919 : un agent secret français spécialisé dans la guerre économique finance la révolution spartakiste*, Paris, L'Harmattan, 2020.

plan de guerre commerciale de l'Allemagne » et en anglais par « *The hun's peace bludgeon : the German plan to dominate the trade of the world* »⁵⁶. Ne doutant pas de la victoire allemande, il y explique par le détail guerrier comment « la propagande, le camouflage des marques, le *dumping*, le *non-respect des traités*, l'*espionnage industriel* » et « le *stratagème de la ruse et de la tromperie* » devront servir après la guerre les intérêts allemands. Sans état d'âme ni complaisance, mais dans une méthodologie martiale, il détaille un « *dispositif machiavélien* » destiné à alimenter la puissance prussienne. Les Américains en ont pris acte quand les Français ne savent toujours pas agir de la sorte : ces façons de faire sont toujours à l'ordre du jour en Allemagne. Pour preuve en 2017, les déconvenues des groupes Direction des Constructions Navales (DCNS) et MBDA dans une affaire de sous-marins avec la Norvège par le groupe Thyssen Krupp Marine Services (TKMS)⁵⁷...

Au début du conflit, une autre stratégie que celle militaire n'avait pourtant pas été envisagée. Or les lignes de front se sont stabilisées rapidement et force fut de constater que le conflit allait durer. Il fallut donc envisager une alternative à la solution militaire. Déjà en 1908, le lieutenant-colonel Rollin préconisait de recueillir « *à toutes les sources, le maximum de renseignement sur la situation commerciale, la richesse financière des autres États* »⁵⁸.

L'idée d'utiliser l'économie comme moyen de coercition était donc là, même si le concept était nouveau. Faute de moyen pour certains, il faudra attendre le conflit européen puis mondial pour la mettre en œuvre. Dans l'immédiat, l'utilisation du blocus restait la solution la plus « simple », bien que la question des pays neutres se posait et qu'« *en économie, comme plus généralement en stratégie, le jeu international est rarement bilatéral ; il existe toujours des oppositions internationales telles qu'une pression trop marquée entraîne le soutien d'autres nations. L'arme économique n'est [donc] pas un moyen de coercition d'un maniement commode* »⁵⁹.

En décembre 1915, la Section de Contrôle des Télégrammes, dans une note au ministre de la Guerre, définissait la « guerre économique » comme le fait de « *ruiner le commerce, l'industrie et les finances de nos ennemis ; arrêter les exportations qui leur procurent du crédit à l'étranger et le moyen de solder leurs importations ; empêcher aussi les importations qui peuvent contribuer à soutenir leur effort militaire ou qui sont nécessaires à la vie de leur population [...]. Pour cela, couper leurs communications avec l'extérieur [...]* »⁶⁰.

Quoiqu'il en soit, dès le 5 août 1914, l'Angleterre interdisait le commerce avec l'Allemagne, quand la France réfléchissait et que les Allemands comprenaient vite que la situation allait se tendre et conceptualisaient le principe « d'économie forcée » (*Zwangwirtschaft*) défini par Walther Rathenau. Cela consistait au travers du Service des matières premières stratégiques (*Kriegsrohstoffabteilung*) à la réquisition de marchandises, l'enlèvement de stock dans les territoires conquis, le remplacement de produits par d'autres et d'une simplification de procédés.

Cela permet, par exemple, des prouesses d'innovations chimiques telles que la transformation de l'ammoniac en acide nitrique. En ces temps de guerre, la fibre commerciale des Allemands ne s'était pas tarie, loin de là : afin de faire face à ces mesures de rétorsion, les actions

⁵⁶ Stefan Herzog, *The hun's peace bludgeon, the german plan to minate the trade of the world, drawn up by S. Herzog, one of their leading engineers*, Doubleday, Page&Company, New-York, 1919.

⁵⁷ Jean-Marc Holz, *Les très riches heures de l'histoire économique allemande*. Collection Études. Perpignan : Presses universitaires de Perpignan. <http://books.openedition.org/pupvd/39005>, c2017, chapitre 8.

⁵⁸ Olivier Lahaie, *Le nerf de la guerre : Berlin 1918-1919 : un agent secret français spécialisé dans la guerre économique finance la révolution spartakiste*, Paris, L'Harmattan, 2020.

⁵⁹ Général A Beaufre, *Quelques réflexions sur l'arme économique* in *Stratégie* n°4, Paris, juin 1969, pp.10, 15.

⁶⁰ Olivier Lahaie, *ibidem*.

d'entreprises allemandes étaient vendues à des sociétés-écrans hollandaises qui pouvaient ainsi réexpédier les marchandises vers l'empire. Toute la problématique des pays neutres était là : comment faire en sorte que des produits anglais ou américains ne se retrouvent en Allemagne par ce biais-là ?

La guerre dura quatre ans, et à compter de l'année 1917, dès lors que le Reich déclara la guerre sous-marine à outrance, le conflit devint mondial avec l'entrée des États-Unis le 2 avril.

En 1913, pour le 25^e anniversaire de son accession, Guillaume II reçut la qualité de « prince de la paix ». Par ses ambitions et dans une immense contradiction, cinq ans plus tard, il ne resta plus rien. Ni de la puissance de l'Europe, ni des empires monarchiques : Hohenzollern, Habsbourg et Romanov avaient disparu et Saxe-Cobourg-Ghotta avait changé de nom pour Windsor. Le II^e Reich venait de mettre fin à une époque.

Cet épisode dramatique que fut la Première Guerre mondiale démontre, s'il en faut, que l'ADN de l'Europe est et demeure guerrière. La construction européenne laisse à penser que son ADN est aujourd'hui la paix. Mais n'est-ce pas aller un peu vite en besogne et ne s'agit-il pas d'une « paix génétiquement modifiée » au centre d'une pseudo-unité d'États qui pendant des siècles se sont fait la guerre et qui aujourd'hui ont comme axe de rotation au centre du jeu européen, l'Allemagne et avec comme nouvelle matrice, le commerce, l'économie et l'influence diplomatique ?

3. 1919-1933, comment rebondir sur une humiliation et « d'un coup de poignard dans le dos » ?

À l'automne 1918, après la déroute de l'offensive d'été, Ludendorff et von Hindenburg vont appeler à un cessez-le-feu et à la formation d'un gouvernement parlementaire. Ce qui va être fait. Le 9 novembre 1918, Guillaume II abdique et la république est proclamée. En janvier 1919 des élections parlementaires ont lieu, permettant à la majorité sociale-démocrate (SPD), centre catholique et démocrate (DDP) de rédiger une constitution. Celle-ci est proclamée le 31 juillet 1919 pour entrer en vigueur le 14 août. La rédaction fait place à un compromis entre le système parlementaire et présidentiel. Il est instauré un système parlementaire bicaméral. Cependant, l'article 1 de cette nouvelle constitution peut laisser songeur pour la suite, puisqu'il est stipulé : « *L'Empire allemand est une république. Le pouvoir suprême émane du peuple* ⁶¹ ». Si la deuxième phrase peut rassurer, la première interpelle. Le Reich existe donc toujours, il est reconduit. La notion de « Reich » fait donc partie prenante de la conscience collective allemande, de son ADN, et ce depuis des centaines d'années. Cette constitution ne sera pas abrogée par Hitler, juste suspendue par la loi des pleins pouvoirs...

L'Allemagne, en 1919, est au bord du précipice et les révoltes grondent de partout. Comment faire comprendre et expliquer l'impensable chute du Reich bismarckien ? En novembre 1919, une enquête parlementaire auditionne Hindenburg qui déclare qu'« *un général britannique [me] disait avec raison : l'armée allemande a reçu un coup de poignard dans le dos* »⁶². C'est ainsi qu'apparut la *Dolchstoßlegende* (légende du « coup de poignard dans le dos »). L'expression *Dolchstoß* fut attribuée au général britannique Frederik Barton Maurice, qui s'exprimant à l'époque dans la presse helvétique, expliquait comment l'armée allemande

⁶¹ Ernest Weibel, *Mille ans d'Allemagne : histoire et géopolitique du monde germanique*, Paris, Ellipses, 2021, page 529.

⁶² « [Dolchstoßlegende](#) ». 2022. In Wikipédia.

avait « *été poignardée dans le dos par la population civile* »⁶³. Ainsi naquit la rhétorique d'une défaite injuste et permit la cohérence que l'armée allemande n'avait pu être objectivement battue. La doctrine du « coup de poignard dans le dos » était née et allait alimenter pendant des décennies toutes les rancœurs provoquées par cette défaite⁶⁴. Le principal utilisateur de cette doctrine sera sans aucun doute Hitler, pour qui tous les malheurs de l'Allemagne se concentraient à Versailles. Or, malgré les prédictions de John Maynard Keynes en 1919⁶⁵, l'équation qui établissait que le Traité de Versailles était punitif, donc sans aucun espoir de rebond donc source d'un autre conflit s'est avérée fautive⁶⁶. Les causes de la Seconde Guerre mondiale sont plus profondes et complexes qu'une histoire d'humiliation. En revanche, cette approche fut le bras armé propagandiste de Hitler, du parti national-socialiste (NSDAP) et de ses acolytes.

Dans les faits, la profonde crise économique post-guerre fut avant tout le résultat d'un manque de réforme en temps de paix sur laquelle sont venus se greffer des tentatives de révolutions, le règlement des pensions de guerre et une forte dette consécutive aux efforts nécessaires au conflit. L'inflation des années 1919 à 1923 était avant tout due à une forte dette. Alors que l'Angleterre et la France finançaient l'effort de guerre par l'impôt, « *l'Allemagne a emprunté et fait tourner la planche à billets* »⁶⁷. Cela nécessitait donc des réformes, qui compte tenu de la situation d'extrême chaos dans laquelle se trouvait le pays n'ont pu être faites. Il faudra l'arrivée de Hans Luther (descendant de Martin Luther) et Hjalmar Schacht au ministère des Finances en octobre 1923 pour que l'Allemagne sorte de l'impasse inflationniste dans laquelle elle semblait ne pouvoir sortir. Aussi, le plan Luther-Schacht va suivre une mécanique prussienne en trois actes, condition de son succès⁶⁸.

Tout d'abord, une réforme monétaire va être mise en place avec la création du Rentenmark (RM), comme monnaie de transition, échangée à 1 milliard de marks papier contre 1 RM. Il va s'ensuivre une période de forte austérité, drastique et brutale. À l'été 1924, la situation est redressée, la Reichsbank est réorganisée. Une nouvelle monnaie est créée, le Reichsmark. Celui-ci est de nouveau indexé sur l'or et peut être converti à raison de 4,2 reichsmarks pour 1 dollar. Pour stabiliser le tout, une loi protectionniste du 12 août 1925 mit un terme aux différents traités commerciaux avec l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie. Il s'agissait bien évidemment de protéger les intérêts des entrepreneurs allemands... *geschäft wie üblich*⁶⁹... Entre-temps, les relations commerciales avec les États-Unis avaient repris avec l'abondance de capitaux négociés dans le cadre du Plan Dawes de 1924.

Rappelons que le Traité de Versailles n'avait pas été ratifié par les Américains, et ce, malgré l'insistance de Woodrow Wilson, leur président de 1913 à 1921. Une paix séparée fut signée avec une « Joint Resolution » le 2 juillet 1921 et le Traité de Berlin le 25 août la même année, le tout ratifié le 11 novembre 1921. Par ailleurs, il est intéressant de souligner que la convention de paix entre l'Allemagne et les États-Unis fait mention de la fin de la guerre entre

⁶³ Ernest Weibel, *Mille ans d'Allemagne : histoire et géopolitique du monde germanique*, Paris, Ellipses, 2021, page 529.

⁶⁴ Klaus Schawbe, « [World War I and the Rise of Hitler](#) ». *Diplomatic History* 38, 2014, 864-79.

⁶⁵ John Maynard Keynes, et Michael Cox, *The Economic Consequences of the Peace: With a New Introduction by Michael Cox*. 1st ed. Cham: Springer International Publishing, Palgrave Macmillan, 2019.

⁶⁶ Sally Marks, « [Mistakes and Myths: The Allies, Germany, and the Versailles Treaty, 1918–1921](#) ». *The Journal of Modern History*, 2013.

⁶⁷ -Marc Holz, [Les très riches heures de l'histoire économique allemande](#), Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2017, chapitre 28.

⁶⁸ Ibidem.

⁶⁹ *Business as usual*

le « gouvernement impérial allemand » et les États-Unis, quand le Traité de Versailles nomme « les Allemands »⁷⁰.

Dès lors, tout était en place pour qu'une reprise économique accompagne la reprise des relations internationales. La situation économique générale restera relativement bonne jusqu'à la crise de 1929 qui impacta violemment tous les pays occidentaux et en particulier l'Allemagne du fait de sa proximité avec les États-Unis. Les effets de cette crise exogène vont être cataclysmiques dans la société allemande au point de permettre à un homme de prendre le pouvoir. En 1928, le parti nazi d'Adolf Hitler ne faisait que 2,6 % aux élections fédérales. Aux élections d'avril et juillet 1932, le parti national-socialiste (NSDAP) réalisait 37 % des suffrages. En novembre de la même année, il perdait six points, soit deux millions d'électeurs⁷¹.

4. Le IIIe Reich

La crise exogène de la fin des années vingt va ouvrir sur une nouvelle période d'incertitude en Allemagne avec l'arrivée au pouvoir en 1933 d'une nouvelle conception de gouvernement. Rappelons que la constitution de 1919 ne fut pas abrogée. Il lui fut adjoint une notion de plein pouvoir à l'intention d'un homme, le *führer*, du verbe « *führen* », conduire, diriger. Le terme de « *führer* » peut être traduit en français par « guide, chef ». La période qui s'écoule de 1933 à 1945, désignée comme « IIIe Reich », n'est donc pas dirigée par un « Kaiser » (Empereur), mais un chef. À tout le moins, cette précision ouvre sur pléthore de contradictions dans l'histoire allemande dont la principale est le renoncement à ce que représentait l'empire d'Allemagne.

De prime abord, et pendant des décennies, le nazisme semblait découler d'un atavisme germanique voir prussien. Mais n'étions-nous pas tributaires de ce discours porté par les nazis eux-mêmes à travers l'histoire ? En d'autres termes, doit-on attribuer ce phénomène nazi à l'Allemagne toute seule, ou peut-on y voir un contexte européen et occidental ?⁷² À tout le moins, les crises économiques et politiques du début des années 20, l'utilisation à des fins de propagandes de l'humiliation du Traité de Versailles, puis la dépression de 1929 n'ont-elles pas emprisonné la conscience des Allemands en général et des militaires en particulier ? Dès 1935, l'idée d'une Grande Allemagne (*Grossdeutschland*) évoluait dans la sphère militaire dont l'idée pour certains était d'évincer Hitler⁷³. Quoiqu'il en soit, la question de cet égarement populaire demeure, encore aujourd'hui, un vaste sujet.

À qui lit « *Mein Kampf* »⁷⁴ en connaissant l'histoire allemande, peut s'étonner que cet homme ait réussi, pendant une dizaine d'années, à transformer une société alors qu'il était en contradiction totale avec la matrice historique allemande. On peut se demander comment les barrières mentales et intellectuelles d'un peuple érudit ont aussi facilement sauté avec l'apogée du nazisme.

Né en 1889 en Autriche-Hongrie, Adolf Hitler est un paradoxe, voire une antinomie par rapport à l'Allemagne. En effet, dans son ouvrage rédigé en 1924 et qui lui servira de base idéologique, il dénigre les fondements mêmes de la construction allemande. Si l'empire des Habsbourg

⁷⁰ Vincent Touzé, « [“L'Allemagne paiera” \(1918-1932\). Chronologie d'un échec et essai d'analyse cliométrique contrefactuelle de l'impact générationnel des réparations allemandes](#) ». *Revue de l'OFCE* 171 (1): 279-310, 2021.

⁷¹ Alfred Grosser, et Hélène Miard-Delacroix, *Allemagne : un exposé pour comprendre ; un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1995.

⁷² Johann Chapouto, in Collectif, *L'Allemagne : de Luther à nos jours*, Paris, Éditions de la République, 2017, pages 125 à 142.

⁷³ Ibidem.

⁷⁴ Adolf Hitler, *Mein Kampf, Mon Combat*, Strasbourg, Nouvelles Editions Latines, 2008, page 687.

(autrichien) y est cité dès le début, il faut attendre une centaine de pages pour y rencontrer Bismarck et presque la fin de l'ouvrage pour y trouver le nom de Hohenzollern sur la même ligne que celui des Habsbourg, et ce pour démontrer que la fondation d'un empire est avant tout une histoire de rapports de force et non de commerce. En effet, il oppose l'empire construit avec le geste militaire et combattant qui ouvre sur une '*puissance sans faille*' à l'empire marchand où '*l'on gagne et dépense de l'argent*' et la facilité des opérations financières qui peuvent être détruites comme des '*bulles de savon*'. Empire mercantile qui, ensuite, espère être sauvé par la solution économique. De ses constatations, la reconstruction d'une puissance virile devra passer par une course à l'armement et la nécessité de nouveaux alliés telle que l'Angleterre contre la Russie. En creux, la paix par l'économie n'est pas possible, seule la force fait foi...

Par ailleurs, il critique l'enseignement général qui est un « *absurde fatras* ⁷⁵ » et un niveau de culture en baisse, considérant des auteurs tels que Schiller ou Goethe comme des « *phénomènes usés* »⁷⁶. Or nous avons vu précédemment que ce point est une base fondamentale dans l'esprit germanique. Le savoir doit être source de métier, de travail, donc de richesse. Encore une fois, comment a-t-il pu imposer à ce peuple éclairé et instruit une telle régression intellectuelle, en particulier dans l'apprentissage de l'histoire ? Cette dernière devait être limitée aux principaux faits et compléter par de la propagande. L'enseignement général devait être allégé au profit d'une éducation physique destinée à « *fortifier le corps* » et rendre l'esprit plus prompt aux décisions. Si ces écrits datent de 1924, force est de constater que ces mesures avaient été mises en place au travers des mouvements de « jeunesse hitlérienne » (*hitlerjugend*).

Alors que le savoir scientifique lui a permis de développer de nouveaux types d'armes, que se serait-il passé si cette réforme avait abouti ? Le niveau d'ingénierie était tel que nombre d'ingénieurs de l'Allemagne nazie ont été exfiltrés par les Américains. Le plus célèbre d'entre eux fut sans aucun doute Wernher von Braun, ingénieur spatial, qui par la suite se révéla indispensable dans la conquête spatiale américaine.

L'autre point de contradiction est son positionnement hostile à la conquête commerciale au profit de la conquête territoriale. Dans l'ensemble du premier tome de son ouvrage, l'auteur austro-hongrois fustige les choix orientés vers le commerce réalisé par la « *bourgeoisie allemande* » et la politique de compromis de Bismarck à qui il confère la politique comme « *l'art du possible* ». Pour la survie du peuple allemand, alors en pleine croissance démographique, une « *politique territoriale* » lui semblait plus adaptée : l'acquisition de nouveau territoire en Europe avait de nombreux avantages dont celui d'une population de base « *saine* ». Une reconquête des régions perdues s'imposait donc⁷⁷.

À la même époque, Karl Haushofer (1869-1946), militaire et géopoliticien allemand, représentant de la géopolitique allemande (*Geopolitik*) développait une théorie de retour de la puissance allemande en partant d'un des postulats de Friedrich Ratzel. Haushofer s'appuyait sur des idées d'extension territoriale par une « *géographie de défense* » (*Wehrgeographie*) et la notion de *Lebensraum*. Cet espace vital qu'il fallait prendre ou reprendre par la force pour parvenir à une autosubsistance économique et permettre le regroupement des peuples de culture allemande (*Volkstum*)⁷⁸. Selon lui, la *Geopolitik* était une réponse au Traité de

⁷⁵ Ibidem, page 417.

⁷⁶ Ibidem, page 259.

⁷⁷ Ibidem, page 607.

⁷⁸ Olivier Zaïec, *Introduction à l'analyse géopolitique : histoire, outils, méthodes*, Paris, éditions du Rocher, 2018, pages 33 à 35.

Versailles. Selon ses écrits, l'Allemagne n'avait plus d'autre choix que le déclin, la destruction ou un retour vers la puissance. Pour cela, il s'est appuyé sur les ouvrages de ses prédécesseurs. Outre Ratzel, il est sensible aux théories de Mackinder et de la notion de Heartland russo-soviétique.

Pour la survie et l'extension de l'Allemagne, il attire l'attention sur la dangerosité de l'URSS. Si à tout le moins elle ne peut être conquise, autant stabiliser ce voisin encombrant et l'utiliser dans sa propre expansion. De fait, on attribue à Haushofer la paternité du pacte germano-soviétique de 1939 qui concrétisait une partie de ses théories. Toutefois, son audience auprès d'Hitler fut somme toute limitée puisqu'il condamna l'invasion de l'Union Soviétique de 1941 qui ne correspondait pas à ses projections géopolitiques.

Cette période appréhendera donc les oppositions et contradictions qui se développèrent entre les partisans des conquêtes commerciales et ceux favorables à l'expansionnisme territorial et alimentera une opposition interne à Hitler. Ses critiques à l'encontre des politiques expansionnistes de l'IIe Reich sont récurrentes dans son ouvrage, puisque contraire à sa vision de la définition de l'État. Un État, selon lui, doit être fort et l'économie un moyen et non un but, la notion de « *conquête économique* » étant un non-sens⁷⁹. Nous l'aurons compris, les deux axes économiques de l'Allemagne nazie seront l'omniprésence de la puissance politique et la recherche de l'autosuffisance. Ce qui à tout le moins peut paraître surprenant pour cet État et en totale contradiction avec sa matrice historique.

La critique de l'économie et des bourgeois qui l'animent n'empêchèrent pas les industriels allemands de faire affaire avec le parti nazi et d'accroître leur richesse. Après la grande débâcle de la fin des années 20 et début des années 30, la nouvelle industrialisation par la remilitarisation engrangea des profits, souvent aux dépens du peuple. Exemple s'il en faut, la Volkswagen, la « *voiture du peuple* », Coccinelle, conçue autour d'une idée de Ferdinand Porsche et qu'Hitler reprendra en 1938. Son prix de vente relativement bas enthousiasma environ 300 000 Allemands qui ne verront pas ce véhicule du peuple, les fonds ayant été utilisés [pour l'industrie militaire](#).

Par ailleurs, il trouva dans les grands industriels, outre Volkswagen, mais aussi Continental, BMW, Siemens, ThyssenKrupp, Bayer ou BASF, et bien d'autres, de fort soutien à son parti. À la veille de ce qui devait être la Seconde Guerre mondiale, la situation de l'Allemagne était relativement bonne. La situation était sous les bons auspices du réarmement et d'une relative distribution des fruits de la croissance dans une organisation collégiale de loisirs, *Kraft Durch Freude* (la force dans la joie), « *comme un immense comité d'entreprise à l'échelle du Reich* »⁸⁰. Par ailleurs, le discours entretenu par le pouvoir et les nouvelles méthodes managériales autour de la « communauté d'un peuple » (*Volksgemeinschaft*) dessinaient les contours d'un retour de puissance de « *l'hinterland colonial* »⁸¹ que le peuple appréciait après des années difficiles. Pour faire toujours plus avec toujours moins et mieux, le Reich se devait de mettre en place une organisation et une méthodologie parfaite tentant ainsi de théoriser l'esprit germanique et pourquoi pas prussien. Encore une fois, quoi de mieux que d'utiliser ce qui avait été posé dès la fin du XIXe siècle à savoir les fondamentaux du darwinisme social pour favoriser l'individu pleinement employable comme outil de production, l'*Auftragstaktik* ou la conception du travail par la mission et l'objectif, et d'exclure les non productifs...

⁷⁹ Adolf Hitler, *Mein Kampf, Mon Combat*, Strasbourg, Nouvelles Editions Latines, 2008, page 151.

⁸⁰ Johann Chapoutot, *Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui*, Paris, NRF essais, 2020, chapitre IV.

⁸¹ Ibidem, pages 125 à 142.

II. 1945 : « année 0 » ? Reconstitution de la puissance allemande par une forme de capitalisation intellectuelle

A. Capacités de dissimulation, capacité de rebond ?

1. Une Allemagne divisée dans une Europe à reconstruire

1945, nouvelle « année 0 » (*Stunde Null*) pour l'Allemagne. Encore une fois, l'Allemagne va devoir se reconstruire après cette [*Die*] *Deutsche katastrophe*. Mais ne s'agit-il pas plutôt d'une continuité ? La force de ce pays réside dans ses capacités de résilience issue de son capital intellectuel qui a fait jusque-là sa force économique. Force intellectuelle, qui rappelons-le provient de l'héritage religieux protestant basé sur la connaissance et l'apprentissage.

La déconstruction juridique de l'Allemagne et a été initiée à Yalta en février 1945. Ce n'est pas un armistice qui est signé au mois de mai de cette même année, mais une capitulation, avec tout ce que ce terme en droit international implique. L'Allemagne est déconstruite physiquement : réduite en ruines. Elle est déconstruite territorialement : les régions de la Poméranie, Silésie et Prusse orientale sont perdues au profit de l'Union Soviétique et de la Pologne provoquant ainsi l'exode de 12 millions d'Allemands vers l'ouest. Comme le montre la figure 13⁸², elle est découpée et partagée en quatre zones d'occupations : États-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France. En d'autres termes, l'Allemagne est en morceaux. Quant à la capitale, Berlin (figure 14)⁸³, elle aussi est partagée par les mêmes en quatre. Il ne reste plus rien de son unification de 1871. La Prusse Orientale disparaît, happée comme un oblast dans l'Union Soviétique. Königsberg devient Kaliningrad, la ville du philosophe Emmanuel Kant devient celle de Mikhaïl Kalinine président de Présidium du Soviet suprême. Notons qu'à la chute de l'URSS en 1991, cet oblast va devenir en quelques années une exclave russe dans l'Union Européenne. Comme un petit caillou dont tout le monde feint de ne pas sentir dans



Figure 10 : L'Allemagne en 1945



Figure 11 : Berlin en 1945

sa chaussure...

⁸² Alfred Grosser, et Hélène Miard-Delacroix. 1995. *Allemagne : un exposé pour comprendre ; un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1995, page 36.

⁸³ Ibidem, page 37.

Dans un premier temps, il ne reste pas même une nation. Tout est à reconstruire et cette fois, sous les désidératas d'autres pays, en faisant table rase de tout ce qui peut être synonyme de puissance. Les États-Unis, grand vainqueur de ce deuxième conflit mondial, vont s'y atteler. L'Union Soviétique aussi. Ces deux acteurs vont chacun à leur manière mettre en place le programme établi à Potsdam en août 1945 : dénazification, démocratisation des institutions, décentralisation des administrations, démilitarisation et démontages industriels⁸⁴.

Dès le début, les États-Unis vont donner le « *la* ». Tout comme pour le Japon, les Américains vont dessiner la nouvelle démocratie allemande, et marquer de leur empreinte et influence. Mais l'entente entre les vainqueurs va vite se rafraîchir au point de faire dire à Winston Churchill qu'un « *rideau de fer* » est en train de tomber sur l'Europe. L'Allemagne, au centre géographique de l'Europe, va devenir en quelques années l'élément central de la Guerre Froide. Pour aider à la reconstruction, les Américains vont mettre en place le plan Marshall afin d'éviter qu'une grande misère ne s'abatte sur l'intégralité de l'Europe. Les Soviétiques refuseront cette aide économique pour leur zone d'occupation. L'Allemagne, jusqu'alors divisée, va être démembrée entre une partie occidentale libre, et un bloc à l'est sous domination soviétique.

Au début de l'année 1946, les Alliés demandèrent aux parlementaires nouvellement élus de rédiger une « loi fondamentale » dans l'attente d'une constitution d'une Allemagne réunie. Au premier semestre 1948, un gouvernement fédéral commence à prendre forme sous le contrôle des Alliés, et une nouvelle monnaie, le Deutschmark naît le 20 juin 1948. En rétorsion, Staline provoque le blocus de Berlin-Ouest dans l'idée de faire tomber cette partie dans sa sphère d'influence. La réponse des Américains fut sans appel et sans doute sans équivalent à ce jour : la mise en place d'un immense pont aérien entre l'Est et l'Ouest de juin 1948 à mai 1949. Le 8 mai de cette même année, la Loi Fondamentale (*Grundgesetz*) est proclamée à Bonn.

Cette ville devient la nouvelle capitale d'un nouvel État, la République Fédérale d'Allemagne (RFA). Konrad Adenauer, ancien maire de Cologne déchu par les nazis, devient le premier chancelier de cette nouvelle Allemagne. Cette Loi Fondamentale ouvre sur une troisième expérience démocratique. Son article 1 pose la condition que « *la dignité de l'homme est intangible* ». Comme un écho au nazisme passé, la nouvelle démocratie se veut libérale et humaniste. En l'espace de trois ans, l'Allemagne est revenue sur le devant de la scène internationale. En 1955, la RFA intègre l'OTAN avec une armée, la *Bundeswehr*.

Économiquement, les affaires ont repris. Une nouvelle doctrine apparaît : l'ordolibéralisme, comme une « *économie sociale de marché* », mise en place par Ludwig Erhard. Ce nouveau concept allemand défend la liberté contrôlée par l'État. Dès lors, à l'Ouest, le « miracle économique allemand » fait place aux années difficiles, avec un taux de croissance de plus de 8 % en moyenne dans les années 50. L'industrie allemande, restée intacte à 85 % en 1945, avait retrouvé son niveau de 1938 en 1946⁸⁵. En 1955, Volkswagen sort la millionième Coccinelle... preuve en est, qu'il y a bien eu une continuité dans l'histoire allemande. L'expansionnisme économique allemand renaît de ses centres et une multitude d'entreprises voient le jour. Citons, pour exemple, les frères Albrecht avec la marque Aldi, Adi Dassler avec Adidas, en compétition avec son frère Rudolf Dassler pour Puma.

⁸⁴ Johann Chapoutot, *Histoire de l'Allemagne de 1806 à nos jours*, Paris, Que sais-je, Presses universitaires de France, 2017, chapitre 8.

⁸⁵ Ibidem.

À l'Est, la République Démocratique Allemande (RDA) est créée en octobre 1949 en réponse à la naissance de la RFA. Ce sera une dictature du prolétariat sous la protection du grand frère soviétique. Au début des années 50, cet État séduit de nombreuses personnalités qui émigrent volontairement à l'Est : de Bertolt Brecht au pasteur Horst Kasner et son épouse Herlind, parent de Angela, épouse Merkel⁸⁶...

D'un point de vue économique, le système d'entreprise collective à l'identique des kolkhozes soviétiques est mis en place. Une collectivisation générale est construite au fil des années pour aboutir dans les années 80 à ce que les *Volkseigene Betriebe* (VEB — entreprises appartenant au peuple) emploient jusqu'à 80 % de la population active. Quant à la voiture du peuple, la Trabant, il faut un délai d'attente d'une dizaine d'années pour en acquérir une, ou faire partie des cadres du parti communiste.

En 1961, un mur est construit entre les deux parties de Berlin, comme une division entre deux mondes qui vivront en parallèle l'un de l'autre pour se retrouver à l'automne 1989.

2. La question mémorielle allemande : la dénazification

L'autre contradiction allemande, dans la construction européenne à partir de 1945, est la question mémorielle de la dénazification. Dès lors, avec l'aide des États-Unis, l'Allemagne va mettre en œuvre un système de réédification de son existence et toute la complexité est de tenter de comprendre la quadrature du cercle : avec qui, quoi et comment utiliser les « forces vives ».

La dénazification (*Entnazifizierung*) est une mesure imposée par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale à l'Allemagne, donc mal perçue par les Allemands. D'autant plus mal perçue que les principes en avaient été posés lors de la Conférence de Moscou de 1943.

Il s'agissait d'une entreprise d'épuration selon différentes modalités avec un volet punitif et un autre, constructif⁸⁷. Toute la difficulté résida dans les interprétations différentes des origines du nazisme selon les différentes zones d'occupation augurant un manque de coordination dans les actions. Très vite, à l'Ouest, la priorité fut donnée à la reprise économique sous l'influence de James Byrnes, ministre des affaires étrangères américain qui déclara en septembre 1946, le passage à une « *politique d'occupation constructive* ».

Cette politique imposée par les Alliés et le volet punitif se concrétisa par différents procès qui se déroulèrent jusqu'à la fin des 40. Retenons qu'il y en a eu trois types : le procès militaire quadripartite de Nuremberg, les procès militaires alliés conduits distinctement dans les différentes zones d'occupation et ceux menés par les tribunaux allemands. Le point commun à ces opérations fut, à tout le moins, le manque de coordination voire de concertation. Chaque tribunal avait en charge une catégorie de coupable allant du criminel nazi au simple fonctionnaire. Dans ce contexte, on comprend aisément qu'il y ait eu des failles et des compromissions. Les objectifs des Occidentaux étaient un retour « à la normale » avec une reprise économique rapide. Faute de personnel dans toutes les administrations, il fallut réintégrer certaines catégories de cadres, tant dans le public que le privé et de fait, procéder à des assouplissements, à tout le moins faire preuve de myopie. Du côté soviétique, il s'agissait d'être le plus efficace possible et expéditif dans l'épuration nazie.

C'est ainsi que certains officiers nazis ont trouvé, à l'Ouest, une reconversion quelque peu surprenante. La puissance économique allemande n'a jamais été le fruit du hasard, mais celui

⁸⁶ Ibidem.

⁸⁷ Marie-Bénédicte Vicent, *La dénazification*, Paris, Perrin, 2008, chapitre 1.

d'une organisation méthodique et d'une stratégie réfléchie, systématisée et quasi militaire. Ainsi, une règle ancestrale fut de nouveau appliquée dès 1945. En 1516, en promulguant un décret sur la composition de la bière, le duc Guillaume IV de Bavières mit en place une réglementation de protection du commerce de cette boisson. Ce texte fut le point de départ d'une stratégie de protection de toute production allemande et la mise en place d'une tactique défensive de protectionnisme par la définition de normes et la prise de brevet, et offensive, par l'espionnage. Aujourd'hui, comme hier ou avant-hier, c'est tout un réseau de bureaux privés comme publics qui vont être développés. L'élaboration des normes techniques est un pilier du droit allemand : « la norme c'est l'ordre » (*Normung ist Ordnung*).

Il demeure toujours difficile, aujourd'hui, de trouver trace de ce qui fut une police industrielle au sein des entreprises survivantes du nazisme. Mais avec le consentement des Alliés et leur contrôle, un groupe secret va œuvrer jusqu'au milieu des années 50, procédant à des arrestations et espionnant les travailleurs, et ce, jusqu'à l'interdiction du parti communiste en RFA en 1956. Puisque c'est bien de cela qu'il s'agissait : protéger les actifs, éviter une fuite de données et d'informations, voire de matériel à l'Est. À tout le moins, pour mener ce genre d'opérations d'infiltration et de surveillance, il fallait du personnel compétent. À la chute du IIIe Reich, une catégorie d'individus, ceux qui n'avaient pu fuir, se reconvertirent dans ces officines privées : anciens de la Wehrmacht, Gestapo, SD...

Quant au volet constructif, outre ces requalifications douteuses, des interrogations furent posées sur les contenus intellectuels et culturels. Citons pour exemples les différentes mesures concernant les livres scolaires. À chaque zone d'occupation, une directive distincte, les Soviétiques étant là encore les plus expéditifs en la matière. Il y eut bien sûr l'organisation d'une propagande orchestrée de part et d'autre telle que les émissions de radio au service de la rééducation, comme pour réveiller « *une sorte de pédagogie du remords* »⁸⁸.

Les effets de cette épuration sont assez difficiles à évaluer. Les mesures mises en place n'étaient pas communes aux zones d'occupation et différents arguments ont été opposés les uns aux autres. Par ailleurs, la loi d'amnistie du 31 décembre 1949 a lavé de tout soupçon près de 800 000 nazis de leur passé. Les responsables nazis qui n'avaient pu fuir ont donc pu se reconvertir d'une façon ou d'une autre, souvent en réintégrant le tissu industriel, et ce à la faveur d'une opinion publique allemande, mais aussi européenne, qui étaient dans une sorte de déni de l'existence de l'holocauste.

Dès 1947, Primo Levi, dans son ouvrage autobiographique « Si c'est un homme », fit une tentative de raconter l'horreur et l'indicible. En vain. Il faudra sans doute attendre 1961 et le procès Eichmann à Jérusalem pour que les balbutiements de l'écriture de l'Histoire s'amorcent. Et encore. En 1963, Primo Levi écrivit « la Trêve », qui relatait son retour des camps. À tout le moins, il fut qualifié de menteur. Si les victimes se taisaient par gêne, voire par honte, ne suscitant que peu de bienveillance, de nombreux coupables ont mené une vie tranquille. Deux exemples, les plus emblématiques sont peut-être, entre autres, celui de l'Autrichien Kurt Waldheim et de l'Allemand Reinhard Höhn. Waldheim, juriste, ancien officier de la Wehrmacht, fut Secrétaire général de l'ONU dans les années 70 et mena une carrière politique somme toute tranquille jusqu'à ce que son passé ne le rattrape... en 1986. Quant à Höhn, il fut à l'origine de l'organisation optimale du travail, la *Menschenführung*, que l'on traduit par *management*.

Il faudra attendre le début du renouvellement du personnel politique allemand à la fin des années soixante pour qu'un nouveau « nettoyage » se fasse dans la politique et dans

⁸⁸ Marie-Bénédicte Vincent, *La dénazification*. Collection Tempus 209. Paris, Perrin, 2008, deuxième partie.

l'administration outre-Rhin. Malgré tout, dans les années soixante-dix de vieux démons ressurgissent à la faveur de manifestations étudiantes et d'un mouvement terroriste, la « Fraction armée rouge » (*Rote Armee Fraktion*) et sa première victime le 19 octobre 1977 : Hans-Martin Meyer, « patron des patrons », mais surtout membre d'une association étudiante nazie dans son jeune temps puis membre de la SS...

3. Les influences nazies dans le management et ailleurs ...

Il est fondamental d'intégrer le fait que des générations d'Allemands ont subi, de gré ou de force, directement ou indirectement, l'influence de la doctrine nazie et de ses composantes. Qu'ils aient été enfants ou étudiants (jeunesses hitlériennes), simples citoyens ou soldats, c'est toute une population qui a été imprégnée par un mode de pensée favorisé pour beaucoup par un atavisme prussien. Tous les procès ou tentatives de rééducations seront pour le moins restés vains, car trop courts dans le temps. Très vite, l'affrontement idéologique caractéristique de la Guerre Froide vont lever les principes édictés lors de la mise en place des différents procès, tout particulièrement à l'Ouest. Les Alliés, pour contrer le communisme et pour la reconstruction de la zone occidentale, vont faire appel aux forces vives restées sur place. Les responsables nazis de tous grades qui n'avaient pas fui, condamnés à de la prison, amnistiés en 1949 ou tout simplement disparu des écrans radars ont très vite constitués des réseaux d'entre aides permettant un reclassement rapide.

Dans son ouvrage « Libre d'obéir, le management du nazisme à aujourd'hui », Johann Chapoutot expose l'un des cas les plus révélateurs de l'après-guerre : celui de Reinhard Höhn et de l'Académie des cadres de Bad Harzburg (*Akademie für Führungskräfte*), ou celui de Franz-Alfred Six qui peuvent laisser dans un état de quasi-sidération tant les faits sont graves. Reinhard Höhn, *Oberführer* (général) de son état en 1944, brillant juriste sous le IIIe Reich, ne laisse aucune trace de lui à la chute du Reich et refait sa vie tranquillement à Lippstadt où il s'initie à la médecine non conventionnelle avant de renouer avec les réseaux des anciens SD. Les anciens cadres du Reich, grands commis, lettrés ou juristes (comme Höhn) se retrouvent dans le secteur privé où leurs formations d'excellences d'avant-guerre sont prisées. De facto, la création de la RFA se trouve infiltrée par d'anciens nazis avec des soutiens le plus souvent inattendus.

Avec la montée du communisme, il faut organiser un contrepoids économique et politique à l'ouest, ce que le Plan Marshall et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA, 1951) vont amorcer, jusqu'à imaginer une Communauté européenne de défenses (CED, 1952). Pour ce faire, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. En particulier celle du juriste Höhn, ex-officier SS et auteur de travaux d'histoire militaire en 1944 dont l'expertise permettra de penser « *l'outil militaire d'aujourd'hui et de demain* ». Aussi incroyable que cela puisse paraître, la construction européenne a donc bénéficié des compétences d'anciens nazis. Quelle contradiction pour un ensemble qui voulait reconstruire la paix. Comment construire un tel édifice avec de pareilles fondations ? Sous cet angle, l'échec de la CED, n'est-il pas, après tout, une bonne chose...

Tranquillement, on retrouve l'individu en 1953 directeur de la Société allemande d'économie politique (*Deutsche Volkswirtschaftliche Gesellschaft, DVG*), think tank réfléchissant aux méthodes managériales efficaces en période de croissance... Dès lors, les grandes notions de *Menschenführung* (direction des hommes) et *Menschenmaterial* (gestion des ressources humaines) vont resurgir en 1956 à la création de l'Académie des cadres de Bad Harzburg. Cette école de commerce verra tous les acteurs du fameux « miracle économique allemand » suivre

les cours de Höhn : les cadres d'Aldi, de BMW, de Bayer, Esso, Krupp, de la Bundeswehr, mais aussi Ford, Hewlett-Packard et bien d'autres vont s'y former⁸⁹ forgeant ainsi la structure du travail en Allemagne et ailleurs jusque dans les années 80. Par la suite, les méthodes de gestion des humains par délégation de responsabilité et de l'*Auftragstaktik* feront place aux nouvelles méthodes de management américaines.

Par ailleurs, les travaux de réflexion de Höhn vont participer, en 1955, à la création de la nouvelle armée allemande, la *Bundeswehr*, et ce à la faveur des puissances occidentales. L'armée allemande enverra ses cadres suivre les formations de cette fameuse Académie jusqu'au début des années 70, période à laquelle le passé de ce personnage commence à ressortir.

Dans le même registre, nous pouvons aussi évoquer Franz-Alfred Six, professeur des Universités avant la guerre, puis membre de l'*Einsatzgruppe B*, pour lequel il sera condamné à vingt ans de réclusion criminelle au « procès des Einsatzgruppen » en 1948. Libéré en 1952, il devient tout d'abord éditeur collaborant au journal *Der Spiegel*, à l'époque, « véritable lessiveuse d'anciens nazis »⁹⁰ avant de devenir directeur de la publicité chez Porsche...

L'influence nazie ne semble pas avoir eu de limite. On est en droit de se demander jusqu'où la pénétration a-t-elle pu aller en Allemagne et dans d'autres pays. Ainsi, par exemple, l'idée de darwinisme social ne serait-elle pas à l'origine de certains choix d'un pays comme la France, dont les cadres en ressources humaines ont longtemps considéré les travailleurs de 50 ans et plus comme inaptes au travail, inventant le concept saugrenu de préretraite dans l'objectif de faire de pseudos économies... ?

B. Vers une monnaie commune

1. S.M.E : système ou serpent monétaire européen ?

La posture de l'Allemagne au sein de l'Union européenne passe aussi par la monnaie, révélant également dans ce domaine certaines contradictions.

L'adoption de l'euro était un long processus qui s'inscrivait dans l'évolution d'une conception de l'Europe née du plan Marshall, poursuivie dans l'Union européenne des paiements (UEP), et dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), évolué dans le traité de Rome où les États se sont engagés à poursuivre paix et prospérité. La conséquence de cet engagement a été la création de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA) et la naissance de la Commission européenne qui a fini par remplacer la CECA, la Communauté Économique Européenne (CEE) et la CEEA. C'est avec la naissance de la Commission européenne que le principe d'un budget unique a été introduit : les gouvernements s'entendent sur l'accord d'un marché de libre-échange qui a été progressivement mis en œuvre jusqu'en 1993. Le traité de Maastricht jeta, quant à lui, les bases d'une monnaie unique pour un marché unique.

Dans les décennies précédant le traité de Maastricht et précisément depuis 1971, lorsque le système de taux de change fixes de Bretton Woods a disparu, de nombreuses économies ont laissé leur monnaie flotter en laissant la valeur déterminée par la rencontre de l'offre et de la

⁸⁹ Johann Chapoutot, *Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui*, Paris, NRF essais. Gallimard, E-pub, 2020 ? chapitre V.

⁹⁰ Ibidem.

demande⁹¹. Aussi l'Europe s'aligna sur cette pratique établie d'évaluation et de dévaluation de la monnaie. Mais au fil des ans, l'Allemagne et la France, en tête, commencèrent à avoir une vision négative de cette pratique, en soutenant que la fluctuation des devises produisait des perturbations économiques et politiques.

C'est ainsi qu'en 1972 les pays de la CEE adhèrent à un système économique (le Serpent monétaire européen) qui limitait les fluctuations de taux de change entre les pays membres à plus ou moins 2,25 % maximum. Toutefois, les événements économiques qui se produisirent à la fin de 1973 mirent sévèrement à l'épreuve son existence. En effet, la crise pétrolière de cette année déclencha une hausse générale des prix. Les conditions économiques différentes des pays membres des communautés ont conduit à l'adoption de différentes politiques économiques : tandis que l'Allemagne a répondu par des politiques de restriction monétaire et de contrôle de l'inflation nationale ; d'autres pays ont préféré adopter des politiques de soutien de la demande. Cette solution a rendu impossible le maintien d'un système de taux de change fixes. Il en résulta que de nombreux pays, tels que le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Italie et la France sont sortis de ce système. Le serpent monétaire s'est ainsi progressivement transformé en une sorte de « zone du Deutsche Mark⁹² », où les pays plus dépendants des exportations vers le marché allemand étaient restés accrochés.

2. Vers une monnaie unique

La suite de l'histoire vers la voie de la monnaie unique est pleine d'opinions, de discussions et de perplexités. Il est clair que l'Allemagne a été le pays central dans toutes les discussions sur une politique économique commune. Il est très intéressant de voir la convergence des intérêts entre la Bundesbank et la politique allemande. Ainsi, dès 1979, les Allemands souhaitent retenir une hausse excessive du Deutschmark⁹³. C'était une analyse partagée de penser que si le Deutschmark continuait à s'aligner par rapport au dollar, cela pourrait mettre en danger la reprise économique et conduire à la délocalisation des sites de production à l'étranger, provoquant ainsi un taux de chômage élevé. Il était donc dans l'intérêt de l'Allemagne de partager la pression de la réévaluation sur le plus grand nombre d'acteurs possible.

Après l'échec du Serpent Monétaire Européen, le Système Monétaire Européen, fruit de l'initiative du président Giscard d'Estaing et du chancelier Helmut Schmidt est entré en vigueur le 13 mars 1979. Cela répondait exactement à la logique d'un système de taux de change fixe. La différence entre le Serpent Monétaire Européen et le Système Monétaire Européen était dans la solidarité entre les membres. Les pays à forte monnaie d'émission auraient dû aider les monnaies faibles à se réévaluer. Comme Giscard d'Estaing le reconnaît dans ses mémoires⁹⁴, il était important pour de mettre en place un mécanisme d'entraide qui aurait conduit au maintien d'un équilibre et de stabilité entre les différentes devises.

⁹¹, David Marsh, *The Euro: The Battle for the New Global Currency*, New paperback ed, New Haven, Conn., Yale Univ. Press, 2011.

⁹² [Serpente Monetario Ungerer](#).

⁹³ David Marsh, *ibidem*.

⁹⁴ Limes: "[L'Europa Della Bundesbank](#)".

Mais, ce mécanisme n'a pas été mis en place en raison d'un manque de volonté de la part de la Bundesbank. Elle avait attiré ainsi de vives critiques de la part du chancelier Helmut Schmidt, qui avait qualifié cette attitude de « *patriotisme de classe bureaucratique et d'égoïsme national*⁹⁵ ».

L'Angleterre, de son côté, a montré une certaine réticence à adhérer à un tel système, car elle exigeait plus de garanties de la part de l'Allemagne. Denis Healey (Chancelier de l'Échiquier de 1974 à 1979) a déclaré plus tard que la grande aversion de l'Angleterre à rejoindre le SME était résumée dans les paroles de Manfred Lahnstein (Ministre fédéral allemand des Finances en 1982) : « *le principe clé de la politique économique allemande était de persuader les Français et les Italiens de payer pour réduire la valeur du mark afin de rendre l'Allemagne plus compétitive* »⁹⁶. Ainsi, dans son livre « *The time of my life* », Dennis Halley déclarait que Manfred Lahnstein avait soutenu le SME pour des raisons d'intérêt national allemand, tout en soulignant néanmoins que la raison principale de la création de ce système était de donner à la communauté européenne un marché intérieur fort et moins dépendant du dollar.

L'évolution vers la monnaie unique connut différentes étapes. En novembre 1993, le Traité de Maastricht entra en vigueur ; en 1994, l'Institut monétaire européen (IME), précurseur de la Banque Centrale européenne (BCE) était créé à Francfort. L'espace économique européen était lancé et le Conseil européen approuvait le règlement de la nouvelle monnaie unique. Il en fixait les paramètres indispensables au fonctionnement du système monétaire européen. En 1999, l'Euro comme monnaie unique naissait. Douze pays participèrent. L'Angleterre tout en étant membre de l'Union européenne décida de ne pas adopter cette monnaie. Le 1er janvier 2002, l'Euro, comme liquidité, est entré en circulation dans les douze pays membres.

Certes, l'Union Européenne avait un objectif de croissance économique, de protection de ses frontières, de préservation de la paix sur son continent, mais aussi de concurrence avec les autres puissances mondiales. On ne peut nier que depuis le traité de Maastricht et l'adoption de la monnaie unique, l'Allemagne a accumulé un certain avantage sur les autres pays membres.

À tout le moins, il s'agit d'une nouvelle démonstration des façons de faire de l'Allemagne. Elle est entrée dans l'Europe en pensant d'abord et avant tout à ses intérêts. Le discours secret que Helmut Schmidt avait prononcé à la Bundesbank et qui a contribué à mettre la Bundesbank et la politique allemande sur la même voie est de grande importance dans la marche vers de l'euro. Helmut Schmidt a déclaré qu'une aventure solitaire de l'Allemagne dans le système monétaire européen sans le soutien des autres pays européens c'était hors question.⁹⁷ Une aventure isolée de l'Allemagne aurait suscité peur et opposition en Europe et l'Allemagne ne pouvait pas se le permettre. La politique étrangère allemande ne pouvait pas fonctionner avec succès sans un marché commun.

L'idée d'un marché commun avait ses avantages, mais de nombreux pays européens, en particulier l'Italie, ont oublié de protéger également leurs intérêts nationaux.

⁹⁵ Ibidem.

⁹⁶ David Marsh, *The Euro: The Battle for the New Global Currency*, New paperback ed. New Haven, Yale Univ. Press, 2011, chapter 3: Thiranny of the Mark.

⁹⁷ Ibidem.

Le journaliste italien Indro Montanelli avait raison quand il disait : quand l'Europe unie sera faite, les Français y entreront en tant que Français, les Allemands en tant qu'Allemands et les Italiens en tant qu'Européens.

Sur le fait que les Français ont ensuite fait passer leurs propres intérêts en premier, j'ai des doutes. Il semble plus plausible la déclaration de Paul Volcker, ancien président du conseil de la Réserve fédérale américaine qui disait : « *The French made a very honourable effort to cling to the D-Mark. They didn't like to play second fiddle to the Germans, yet they didn't have the power, the authority or the currency to do otherwise. They learned over a period of years a rather ironic lesson: that in order to stand up to the Germans, you had to be subservient to them – by following their lead in key questions of monetary affairs* »⁹⁸. La construction de l'Euro est expliquée dans cette phrase. De nombreux pays européens ont préféré renoncer à leur souveraineté monétaire pour réaliser un rêve européen qui aurait un sens avec une approche coordonnée différente où chaque État devrait mettre en valeur ses intérêts nationaux vers un objectif commun.

⁹⁸ Ibidem.

III. De Bonn à Berlin, quelle Allemagne ? (1990-2022)

A. Voyage dans l'économie de l'Allemagne de l'est et de l'ouest

1. La question de la réunification et les similitudes européennes

Les premières années de l'unification

Le succès de l'unification de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest est raconté par les médias avec deux événements importants : la chute du mur de Berlin, d'une part, et l'adoption de l'union monétaire, économique et sociale entrée en vigueur le 1er juillet 1990, avec la signature du traité (Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion), d'autre part.

Ces événements sont entrés dans l'histoire de l'époque comme un symbole de la renaissance de l'économie de l'Allemagne de l'Est.

Il est de conviction commune de croire que l'économie de l'Allemagne de l'Est était en faillite et que sans l'aide de l'Allemagne de l'Ouest, elle se serait effondrée. Au contraire, il semble que le modèle de pouvoir économique expliqué dans la partie Zollverein (cf figure 10) revient à se matérialiser.

Ainsi, l'économie de la RDA n'était en aucun cas en faillite. L'économie ouest-allemande se tournait vers l'Est pour chercher d'une part, un nouveau marché d'exportation et d'autre part, créer un lien aussi indissoluble que possible. Pour cela, il fallait réaliser une unification monétaire.⁹⁹

La proposition d'apporter le deutschemark aux "frères de l'Est" avait pour but de déclencher un processus irréversible¹⁰⁰.

L'unification monétaire, qui s'est déroulée rapidement, sans période de transition a apporté les problèmes suivants :

- La RDA se voyait privée de la flexibilité du taux de change et ne pouvait plus dévaluer, perdant de la compétitivité sur les marchés.
- La capacité politique de réussir un tel processus d'unification prenait encore plus d'importance. Le Der Spiegel dans un article publié en 1989¹⁰¹ rapportait les résultats d'un sondage dans lequel il était indiqué que 71% des Allemands étaient en faveur du maintien de la souveraineté de la RDA et 27 % pour un seul État avec la RFA.

Un processus politique d'unification n'épargna pas les entreprises de l'Est. En mars 1990, le gouvernement de la RDA a mis en place une holding d'État, la Treuhandanstalt (THA), où étaient rattachées toutes les entreprises publiques et tous les biens immobiliers de l'État et du parti communiste pour être normalisés. Au final, la THA a privilégié la privatisation et la vente de l'économie est-allemande¹⁰². Les actifs de la RDA étaient un multiple de la dette publique.

Il y eut de nombreux conflits, dont celui du fabricant de réfrigérateurs Foron de Scharfenstein.¹⁰³ En effet, Foron était une marque bien connue et fortement demandée en

⁹⁹ [Limes Il grido inascoltato dell'est.](#)

¹⁰⁰ Giacchè, Vladimiro. 2016. *Anschluss, l'annessione, l'unificazione della Germania e il futuro dell'Europa*. Imprimatur.

¹⁰¹ *Der Spiegel*. 1989. « [98 Prozent gegen die Funktionäre](#) », 17 décembre 1989.

¹⁰² Jean-Marc Holz, [Les très riches heures de l'histoire économique allemande](#), Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2017, Chapitre 38.

¹⁰³ Vladimiro Giacchè, *Anschluss, l'annessione, l'unificazione della Germania e il futuro dell'Europa*. Imprimatur, 2016.

Allemagne de l'Est. Elle fabriquait plus d'un million de réfrigérateurs par an et exportait vers 30 pays, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Malgré les désagréments causés par l'union monétaire, la société a continué à survivre. En 1992, elle a obtenu un bon résultat : être le premier réfrigérateur au monde sans fluorocarbure (Fcc). Il s'agissait du premier réfrigérateur qui ne contribuait pas au trou dans la couche d'ozone ni au réchauffement de la planète.

Greenpeace et Foron ont organisé une conférence de presse pour informer le grand public de cette réalisation. Mais ils ont été entravés par la THA. Le cartel des fabricants occidentaux (Siemens, Bosch, AEG, Bauknecht, Miele, Electrolux et Liebherr...) publia alors un communiqué commun invitant les détaillants à ne pas acheter ces réfrigérateurs au prétexte qu'ils ne fonctionnaient pas correctement et consommaient trop d'énergie¹⁰⁴. La THA a ainsi contribué à la destruction de la base industrielle de l'Allemagne de l'Est. Elle fut particulièrement critiquée au point qu'en 1991 son président, Detlev Rohwedder, fut assassiné à son domicile par Fraction Armée Rouge.

Avec la réunification de la République Démocratique Allemande, la République Fédérale a donc hérité de l'ensemble de ce patrimoine. La façon dont l'ensemble des dettes ont été réglées a généré un effet domino qui conduisit à la vente de nombreuses entreprises et à la privatisation des banques d'État qui les possédaient. Les déficits contractés par les entreprises obéissaient à une logique d'économie de marché non libre et auraient dû être annulés. Cette proposition de les effacer avait été rejetée par la Chambre du Peuple (*Volkskammer*), parlement monocaméral de la RDA.

Afin de rapprocher économiquement l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, le message était clair et a été suivi : vendre, liquider ou restructurer 8 500 anciennes entreprises d'État employant plus de quatre millions de personnes en moins de cinq ans. Une sorte de fiche d'évaluation a donc été établie pour chaque entreprise, afin de décider lesquelles étaient immédiatement privatisables, celles qui pouvaient être réhabilitées en vue d'une privatisation, et celles qui devaient être liquidées.

Avec la création de l'agence Treuhandanstalt et des consultants, qui à titre personnel ou institutionnel étaient étroitement liés à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, ont eu la tâche de mettre en évidence les déficits du mandataire et forcer les entreprises endettées à vendre. Par ailleurs, l'analyse de la solvabilité des entreprises de l'Est s'est basée sur des critères qui étaient contestés. Un fonctionnaire de la Treuhandanstalt, Horst Plaschna déclara : « *la viabilité d'une entreprise dépend du fait qu'elle dispose déjà d'un produit vendable à l'Occident. On peut aussi l'exprimer en ces termes : si elle ne l'a pas, elle est a priori non récupérable. En fait, nous ne sommes pas autorisés à développer de nouveaux produits avec l'argent des contribuables allemands* ». ¹⁰⁵

L'annexion de l'Allemagne de l'Est est due à la clairvoyance d'Helmut Kohl, qui a vu dans l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev un signal à saisir. La crainte d'une Allemagne unie n'était pas bien perçue par certains dirigeants européens tels que Giulio Andreotti et François Mitterrand, qui ont tenté de l'entraver. Mais les assurances allemandes d'absence de revendications territoriales et le soutien international des États-Unis finirent par gagner et par lancer le processus d'unification.

L'annexion de l'Allemagne de l'Est à l'Ouest, tel qu'elle s'est déroulée, ne s'est pas faite sans douleur et sans humiliation pour la classe intellectuelle de l'Est : de nombreux professeurs

¹⁰⁴ Vladimiro Giacchè, *Anschluss, l'annessione, l'unificazione della Germania e il futuro dell'Europa*. Imprimatur, 2016.

¹⁰⁵ Ibidem.

d'université et chercheurs ont perdu leur emploi pour être remplacés par des intellectuels occidentaux qui soutenaient les aspects techniques et politiques d'un marché libre. Cependant, la *realpolitik* a gagné et l'annexion de l'Allemagne de l'Est à l'Ouest nous est racontée avec des chiffres qui montrent une amélioration du taux de chômage, de la productivité des entreprises, de la réindustrialisation et de l'augmentation du revenu par habitant. Les différences restent encore, mais l'unification est maintenant un fait et comme l'estime l'ancien ambassadeur Allemand à Berne, Otto Lampe : « *il faudra encore une génération avant que les deux parties ne soient complètement réunies* ». ¹⁰⁶

L'importance politique d'une industrie de l'est-allemande

Des doutes subsistent certainement. L'industrie est-allemande sera-t-elle en mesure de combler l'écart avec l'industrie plus riche de l'Ouest ? En effet, aucune entreprise de l'Est n'était en 2019 dans le DAX¹⁰⁷ 30 (à partir de 2020 Dax 40). Ce point est important, car la différence économique et concurrentielle pouvait raviver de vieilles rancœurs. La politique allemande semble l'avoir compris. Il suffit de voir comment le chancelier Olaf Scholz a récemment commenté certains des investissements qui ont été faits en Allemagne de l'Est : « [l'Allemagne orientale est désormais] *l'une des régions économiques les plus attrayantes d'Europe* »¹⁰⁸. Les faits auxquels il se réfère sont, d'une part, celui d'une entreprise canadienne spécialisée dans les technologies qui a choisi la ville de Guben pour construire le premier convertisseur de lithium d'Europe, un composant essentiel des batteries de voitures électriques, et d'autre part, l'annonce par Intel de la construction de deux usines de fabrication de semi-conducteurs dans la ville orientale de Magdeburg. À ceux-là, s'ajoute le lancement par Tesla de la construction de sa première usine européenne de voitures électriques dans la ville de Grünheide. Tout cela montre une certaine tendance de la politique allemande à s'intéresser de plus en plus à l'Est.

2. Les chiffres de l'euro

Démoniser l'euro et le rendre seul responsable des problèmes économiques de l'UE n'est pas correct. Mais lorsque la politique commune ne fonctionne pas et certaines réformes structurelles dans certains pays sont retardées parce qu'elles ne sont pas encore dans l'ADN de cet état, les problèmes de la monnaie unique apparaissent et certains pays en bénéficient.

¹⁰⁶ [La riunificazione è stata un regalo.](#)

¹⁰⁷ Indice de la Bourse de Francfort regroupant les trente plus grandes capitalisations boursières.

¹⁰⁸ Financial Times, "[The surprising revival of Eastern Germany](#)", juin 2022.

Voici quelques chiffres¹⁰⁹ : en tenant compte de la position financière nette dans la zone euro, qui est le solde des crédits et des débits que les résidents d'un pays ont envers les non-résidents, des différences nettes apparaissent.

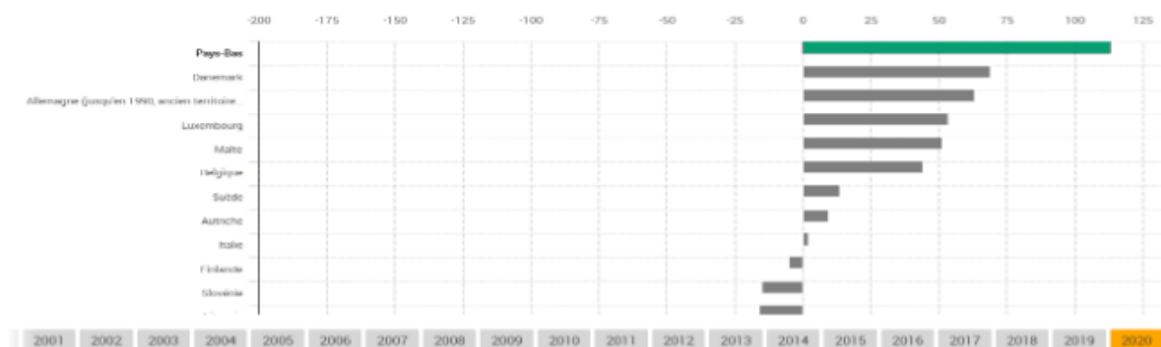


Figure 12 : Eurostat, Position extérieure globale nette en données annuelles

[Le graphique de la figure 15](#) montre que seuls 8 des 27 pays membres de l'Union Européenne sont des créanciers étrangers nets et parmi ceux-ci on trouve l'Allemagne, un pays fortement orienté vers l'exportation. Il est très clair que pour un pays comme l'Allemagne un régime de taux de change fixe était fortement souhaité. L'Allemagne voyait le taux de change fixe de l'euro comme un élément essentiel de l'économie pour concurrencer avantageusement avec ses principaux partenaires européens. Le point essentiel est qu'en liant le deutsche mark aux monnaies de ses principaux clients, l'Allemagne a empêché le mark de s'apprécier lorsque les produits allemands étaient très demandés.¹¹⁰

C'est pourquoi même les pays qui ne remplissaient pas les critères de Maastricht ont été admis dans la zone euro.

Le problème d'un point de vue économique était déjà prévu par Robert Mundell en 1966 qui en publiant dans l'"American Economic Review" une étude sur la théorie des zones monétaires optimales a reçu le prix Nobel en 1999. [Le message était simple et efficace](#) : « dans les conditions où une dévaluation de la monnaie ne sera pas possible, seule une mobilité des facteurs à l'intérieur de l'union monétaire plus forte qu'à l'extérieur permettra de contrebalancer l'absence de taux de change flexibles ».

Mais en Europe, il n'y a rien de tout cela¹¹¹ :

- La mobilité de la main-d'œuvre entre les pays européens n'a rien à voir avec la mobilité dont on dispose aux États-Unis (le travailleur grec n'ira jamais en Allemagne en raison des différences culturelles et linguistiques évidentes) ;
- La flexibilité des salaires est comprise uniquement vers le bas, c'est-à-dire uniquement comme des réductions dans les pays déficitaires (voir la situation des travailleurs dans les pays dits Piigs).

La théorie des zones monétaires optimales affirme donc que s'il n'y a pas de flexibilité des salaires et/ou de la mobilité du travail, un retour à l'équilibre initial n'est pas assuré.

¹⁰⁹ Eurostat: [Position extérieure globale nette - données annuelles](#) ;

¹¹⁰ [Blog goofynomic](#) ;

¹¹¹ Bagnai, Alberto. 2016. *Il tramonto dell'euro. Come e perché la fine della moneta unica salverebbe democrazia e benessere in Europa*. Imprimatur.

Les mois et les années à venir, où le spectre de la stagflation fait à nouveau peur et où le tableau géopolitique évolue constamment, en diront long sur le sort de l'euro.

B. Cas pratiques : défense, armée, spatial

1. Détricotage des coopérations industrielles de défense et l'Armée

La première révolution copernicienne de l'Allemagne au XXI^e siècle fut sans doute son changement de position brutale vis-à-vis des États-Unis en 2003, lors de l'engagement en Irak. Contre toute attente, et particulièrement celle de son bienfaiteur américain, le changement générationnel de personnel politique soutint la démarche pacifique de la France à l'ONU. En [appuyant le positionnement](#) « d'un vieux pays, la France, d'un vieux continent [...] l'Europe », l'Allemagne provoqua l'ire des États-Unis et un découplage qui lui ouvrit la voie de l'émancipation sur la scène internationale.

Dans le cadre de la défense, on pourrait dire que Berlin détricote ses partenariats avec Paris. Plusieurs programmes industriels militaires associant français et allemands ont du mal à se concrétiser en une affaire florissante. En effet, le 12 mars 2021, la DSCA¹¹² fait part de la validation politique du département d'État américain de la vente à la marine allemande de cinq avions de patrouille maritime de type Poséidon P-8A pour 1,77 milliard de dollars en est un indice. Une telle vente est un coup dur au programme franco-allemand MAWS (Maritime Airborne Warfare System), visant à remplacer à partir de 2030, les vingt-deux ATL-2 de la Marine nationale et les huit Lockheed P-3C ORION de la Marineflieger.

Berlin a décidé de fausser la donne en choisissant unilatéralement une plateforme américaine (ORION), alors que la France mettait en avant une plateforme de type Falcon (un produit Dassault) ou Airbus. Qu'il paraît bien loin le temps où Florence Parly et son homologue allemande de l'époque, Ursula von der Leyen, signaient une lettre d'intention pour le développement d'un avion de patrouille maritime (c'était en avril 2018 à Berlin) !

Dans le même genre, on pourrait également mentionner trois autres affaires qui témoignent des crispations et des détricotages des coopérations industrielles avec ces partenaires. La première, celui du SCAF (le Système de Combat Aérien Futur) par l'intégration incompréhensible de l'Espagne qui a diminué les parts françaises dans les lead-shares et work-shares, tout en renforçant ses positions. Le deuxième est celui du projet de char de bataille franco-allemand, MGCS, où l'irruption de tiers (Rheinmetall) déstabilise l'adversaire (la France) par la diminution de ses parts. Le troisième, ce sont les interventions régulières des syndicats (IG Metall), des comités d'entreprise d'Airbus D&S et du Bundestag qui donnent un moyen de négociation considérable au gouvernement allemand sur la partie française. Cela place une constante épée de Damoclès sur la France. Enfin, citons les hélicoptères d'attaque TIGRE qu'il fallait améliorer et dont les Allemands s'engagèrent à participer à l'amélioration. Finalement, ils ont abandonné ce projet pour un achat d'hélicoptères APACHE (Américains). L'industrie de la défense n'est pas perçue de la même manière en Allemagne et en Europe bien qu'ayant un caractère stratégique que les Allemands savent bien défendre. L'histoire du peuple allemand, depuis Adenauer jusqu'à Angela Merkel, c'est précisément ce qu'Emmanuel

¹¹² Defense Security Cooperation Agency: Transmittal No. 21-24.

Macron n'a pas compris. La principale cause de l'échec de l'alliance franco-allemande voulue par De Gaulle fut cette vision différente de destin : la France pense mondialisation (s'appuie sur ces grandes entreprises dans le monde) quand l'Allemagne pense continentale (s'appuie sur ces PME).

Le modèle économique allemand s'appuie sur l'entreprise comme levier unique de la performance économique et industrielle, entreprise qui opérerait essentiellement sur des stratégies de long terme¹¹³, et sur la règle d'or du respect de la concurrence équitable auquel l'État doit veiller. Cette impérative exigence est intégrée par la Commission européenne, et tout ceci se tient par la représentation des Allemands au sein des institutions¹¹⁴ de sorte à verrouiller les instances stratégiques au sein de l'UE, par sa taille et son dynamisme elle possède une influence importante sur la politique Européenne.

Un exemple parmi tant d'autres : Berlin n'hésite pas à investir rapidement 464 millions d'euros dans Hensoldt¹¹⁵, à soutenir OHB¹¹⁶ en dépit de ses déficiences techniques, à défendre Rheinmetall, jugé comme le pivot des consolidations allemandes, et garnir le carnet de commandes de TKMS par des opérations à la moralité douteuse (sous-marins et corvettes avec Israël) ou avec des pays qu'elle juge pourtant autoritaires (Égypte et Algérie).

Berlin sait mieux négocier que ses partenaires et pousse ses pions avec un principe affirmé avec force par Angela Merkel le 5 février 2021 dans son allocution : « *ce qui est allemand, n'est pas négociable [domaine terrestre] ; ce qui est français [domaine aéronautique] doit être renégocié dans le sens des intérêts allemands* »¹¹⁷.

2. Le couple franco-allemand ou une stratégie d'égoïsme : « tous pour un, chacun pour soi » ?

« (...) quand deux personnes n'en font plus qu'une, mais la question est de savoir laquelle » (Woody Allen).

L'Allemagne tient à récupérer des leviers du pouvoir non seulement par la diplomatie qui n'est pas affaire d'altruisme, mais exclusivement de réalisme. Si en France on parle de « couple franco-allemand », de « moteur franco-allemand », de « solidarité franco-allemande », en Allemagne, on ne parle que le langage du réalisme mercantile.

À la doctrine de certains Européistes tels que Sylvie Goulard¹¹⁸ et tant d'autres, fondée sur un altruisme français consenti au nom d'une Europe fédérale, Berlin oppose sa realpolitik la plus dure. La déclaration de Angela Merkel en clôture du conseil franco-allemand de défense du 5 février en a été l'illustration : le Mali a été évoqué comme le programme de modernisation

¹¹³ « [France-Allemagne : le face-à-face en chiffres](#) ». 2012. Le Figaro, 7 février 2012.

¹¹⁴ 96 Eurodéputés et les présidences des commissions majeures dont du parlement, de la banque centrale, du conseil et de la commission européenne

¹¹⁵ Hensoldt : entreprise allemande, est un pionnier de la technologie et de l'innovation pour l'électronique de défense et de sécurité.

¹¹⁶ Consortium allemand constructeur de satellites.

¹¹⁷ [Lors de la conférence de presse du conseil franco-allemand de défense et de sécurité.](#)

¹¹⁸ Sylvie Goulard, née Sylvie Grassi le 6 décembre 1964 à Marseille, est une haute fonctionnaire et femme politique française, spécialiste de l'Union européenne et actuellement second sous-gouverneur de la Banque de France.

du Tigre, mais l'essentiel des propos de la Chancelière visait à imposer la renégociation des accords bilatéraux et notamment la parité que l'Allemagne exige pour elle sans la respecter pour les autres.

L'Allemagne, mène la politique de ses intérêts : si elle n'écoute pas encore ses modernes Karl Haushofer, elle en prépare le terrain idéologiquement¹¹⁹. Nul ne peut ignorer que Berlin a pour ambition de récupérer peu à peu les leviers d'un véritable pouvoir : la connaissance, par le spatial, et l'influence, par un siège au conseil de sécurité des Nations-Unies.

3. Transition ou disruption écologique

Entre 2005 et 2021, l'Allemagne est conduite par Angela Merkel. Pendant ces 16 années à la tête de la chancellerie, elle alerte son pays et le monde entier sur le réchauffement climatique et l'utilisation des énergies fossiles d'où son surnom de « Klima-Kanzlerin » ou « chancelière du climat ». Durant son règne, les émissions de gaz à effets de serre ont baissé de 19 %, ce qui peut paraître bien. Ce chiffre est à nuancer, car il est moins bon que la France (-25 %), l'Italie (-31 %), l'Espagne (-34 %) ou le Royaume-Uni (-41 %) à la même période¹²⁰. Le premier grand projet de Merkel était de changer son mix énergétique et sa façon de produire son électricité. En 15 ans la part du renouvelable est passé de 11 % à 50 %, notamment grâce à la construction de 13 000 éoliennes qui ont remplacé peu à peu les énergies dans la production de l'électricité avec les problèmes que l'on sait aujourd'hui (énergies variables et répartition dans le pays situé essentiellement au nord du pays).

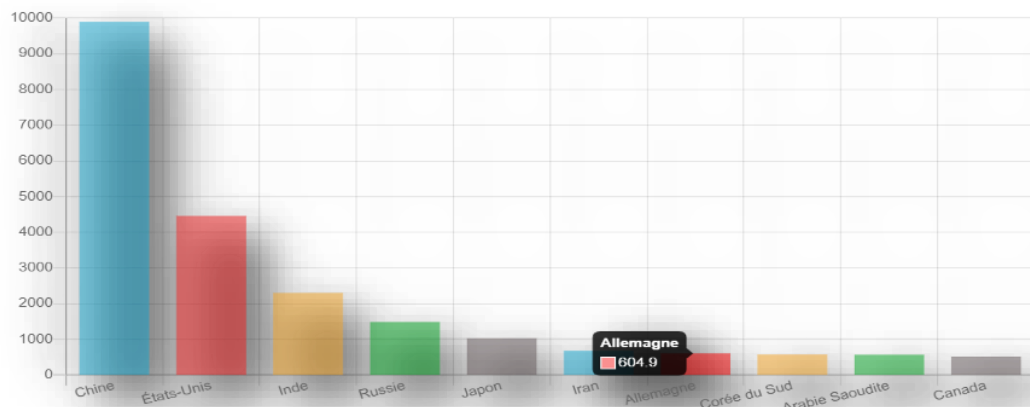


Figure 13 : Les dix pays les plus pollueurs en 2020 (millions de tonnes de CO2)

Dans le tableau de la figure 16¹²¹, ce sont ainsi les pays les plus peuplés et industrialisés qui apparaissent en haut du classement des pays les plus pollueurs au monde. Les trois pays les plus gros émetteurs de CO2 sont donc :

¹¹⁹ Voir notamment le rapport de la SWP d'août 2017 intitulé : « [Ambitionierte Rahmennation : Deutschland in der Nato Die Fähigkeitsplanung der Bundeswehr und das « Framework Nations Concept](#) », Rainer L. Glatz / Martin Zapfe, August 2017. f

¹²⁰ Données de 2019.

¹²¹ BP Statistical Review of World Energy, 2021

- La Chine avec 9,9 milliards de tonnes de CO2 émises en grande partie dues à l'exportation de biens de consommation et à sa forte dépendance au charbon,
- Les États-Unis avec 4,5 milliards de tonnes de CO2 émises,
- L'Inde avec 2,3 milliards de tonnes de CO2 émises.

On observe que l'Allemagne est, avec beaucoup d'avance, le pays européen qui émet le plus de CO2 à cause de sa forte dépendance au charbon. Ainsi, ¼ des émissions de CO2 de l'Union Européenne proviennent de l'Allemagne. La France échappe au classement grâce au nucléaire, énergie majoritaire dans le pays et non émettrice de carbone.

L'énergiewende, nom de la transition énergétique allemande. Ses deux mesures phares sont la sortie du nucléaire en 2022 et une électricité 100 % renouvelable en 2050, tout en mettant en danger l'objectif européen de neutralité carbone pour le même horizon. En 2011 lors de l'accident de Fukushima au Japon, les Allemands ont décidé d'accélérer cette doctrine en abandonnant progressivement l'utilisation de l'électricité d'origine nucléaire. L'Allemagne est l'un des leaders industriels en énergies renouvelables les principaux constructeurs d'éoliennes (Nordex, Siemens-Gamesa, Senvion, Enercon), plus de 50% de la puissance éolienne en France provenait de ces entreprises.

En s'appuyant sur cette doctrine et son leadership dans les énergies renouvelables, son objectif est de devenir le pays centralisateur de la distribution électrique en Europe, une contradiction dans la construction européenne qui avait fait de l'industrie nucléaire une de ses fondations¹²².

En parlant du nucléaire civil, en septembre 1963 sur le site nucléaire du Tricastin dans la Drôme. Pour le général de Gaulle, ça ne fait aucun doute, l'énergie de demain viendra du nucléaire. Il y déclarera : « *Nous avons décidé d'avoir ce qu'il nous faut. Et d'autant mieux, et d'autant plus, que cette puissance nucléaire comme on dit est liée directement à l'énergie atomique elle-même qui est comme vous le savez tous, le fond de l'activité de demain.* » pour lui il y voyait l'indépendant de la France et sa souveraineté énergétique, que tente d'affaiblir durablement l'Allemagne via différents mécanismes.

L'arrivée du North Stream II place l'Allemagne au cœur du processus de redistribution du gaz russe. C'est un avantage à la fois économique, car générateur de revenus et politique, puisque l'Allemagne devient un acteur central de ce nouveau système énergétique. L'Europe est tributaire à hauteur de 40% du gaz russe. Une dépendance déjà problématique, qui risquerait encore de s'accroître avec la fermeture des centrales nucléaires en Allemagne, en Belgique et en Suisse¹²³.

On peut mentionner le lobbying intensif via l'Office Franco-Allemand de la transition énergétique (OFATE), cette ONG de droit allemand dont le siège est dans le ministère fédéral de l'économie et de l'énergie et est financée à 53% par la filière éolienne et à 46% par les gouvernements allemand et français¹²⁴.

¹²² Fabien Bouglé, *Nucléaire les vérités cachées*, Paris, éditions du Rocher, page 251.

¹²³ Harbulot, Christian, et Margot de Kerpoisson. 2021. « [J'attaque Comment l'Allemagne tente d'affaiblir durablement la France sur la question de l'énergie ?](#) ».

¹²⁴ Ibidem.

4. La stratégie spatiale

En matière spatiale, il existe de très fortes oppositions entre les grands acteurs institutionnels (UE, ESA et états membres). Berlin s'oppose très fortement à Bruxelles et à Paris sur la stratégie à suivre dans ce domaine. L'Allemagne conteste avec morgue le leadership que souhaite prendre la Commission européenne dans le spatial, le New Space et la nécessaire accélération du passage à la voiture électrique changent à présent la donne. Elle se targue de nouvelles velléités, car ses entreprises vont très vite avoir besoin d'un accès à l'espace. Deux visions s'affrontent : la France désirant maintenir une situation de monopole, tandis qu'elle souhaiterait introduire de la concurrence, sur les lanceurs, les satellites et le pas de tir. Les deux protagonistes français au service de cette vision monopolistique sont nommément désignés ([Emmanuel Macron & Thierry Breton](#)).

Dans la foulée de cette contestation, le lobbying discret du groupe industriel allemand OHB engagé par son PDG Marco Fuchs, qui a fait le siège de la Commission européenne pour la convaincre de lancer les prochains satellites Galileo (le GPS européen) ... sur des lanceurs Falcon 9 de SpaceX, plutôt que sur la nouvelle fusée européenne Ariane 6. Le groupe allemand a fait que la proposition soit la suivante : Bruxelles achèterait trois lancements de Falcon 9, qui mettraient en orbite deux satellites Galileo chacun à court terme. La Commission s'engagerait ensuite à effectuer d'autres tirs sur RFA One, le mini-lanceur de RFA (Rocket Factory Augsburg), filiale d'OHB, à partir de 2024 (elle propose des technologies innovantes adaptées aux exigences futures du secteur spatial).

L'Allemagne espère ainsi ouvrir une nouvelle porte d'entrée vers l'espace. Le programme est opéré par le GOSA (German Offshore Spaceport Alliance), un consortium composé de quatre fabricants européens de fusées. Deux Allemands, Rocket Factory Augsburg (RFA) et Hylmpulse, un Néerlandais, T-Minus, et le Britannique, Skyrora.

Dans la circulation des données, la plus grande entreprise du pays, Volkswagen, a décidé de mettre en réseau ses véhicules électriques par satellite.

Le programme spatial allemand se renforce aussi dans le nationalisme autour des nouvelles technologies de lanceurs, on note trois start-up allemandes qui construisent leurs minifusées et tablent sur des vols d'essai fin 2022 ou début 2023. Avec pour objectifs : retrouver leur souveraineté face aux américains et aux chinois.

Il est à noter que les industriels et le gouvernement allemand vont à tout prix tenter de s'imposer et d'obtenir le leadership ou pourquoi pas de créer une politique parallèle voire nationale dans ce marché crucial par rapport à celle définie par l'UE et ses États membres.

Pour aller plus loin sur cette partie spatiale, on pourrait évoquer plus tard la manière dont l'Allemagne (qui a une stratégie nationale de spatial militaire) déstabilise la démarche spatiale européenne et par voie de conséquence la France avec Ariane 7.

C. Une stratégie d'ambiguïté : une équation de Schrödinger ?

1. Chine

La relation entre la Chine et l'Allemagne n'est pas seulement une affaire de gros sous et de gros chiffres, l'Allemagne est le partenaire privilégié de la Chine dans l'Union Européenne. Comme nous l'avons vu, cette relation trouve une explication dans l'histoire. Au XIXe siècle, l'Allemagne eut une colonie en Chine dans la province du Shandong où a été promue la bière Tsingtao par des brasseurs allemands. Cette colonie fut rétrocédée aux Japonais (et non aux Chinois) lors du traité de Versailles, et ce à la demande de Clémenceau. Cette restitution est une humiliation. Celle-ci est à l'origine du mouvement des étudiants du 4 mai 1919, place Tien An Men et le début de l'émergence d'une conscience patriotique.

Rappelons qu'une partie de l'élite militaire chinoise de la fin du XIXe et début XXe siècle a été fascinée par le modèle prussien pour sa rigueur et son militarisme. Ce fut le cas d'une grande figure militaire chinoise Yuan Shikai¹²⁵ (1859 – 1916) et de Tchang Kaï Chek¹²⁶ (1887 – 1975) grand rival de Mao Zedong, tous les deux formés par des conseillers militaires prussiens.

Dans le domaine éducatif et culturel, on a pu constater une fascination réciproque. Pour exemple, l'université créée à Shanghai la Tongji University était à l'origine une université allemande considérée comme une grande institution dans le classement de Shanghai. Par ailleurs, on peut citer les grandes figures de la sinologie dont Albert Von Le Coq (1860 – 1930) qui a ramené des objets de valeurs de la route de la soie. Ces objets se trouvent aujourd'hui au musée des arts asiatiques de Berlin.

Sur le plan cinématographique, on peut évoquer le film *Shanghai Express* réalisé par Josef von Sternberg avec Marlène Dietrich qui raconte l'histoire basée sur des faits réels de kidnapping d'Occidentaux par des seigneurs de guerre.

Enfin, l'Allemagne de l'Ouest, jusqu'à l'effondrement du mur de Berlin et plus particulièrement dans les années 60 et 70, a été un lieu central du Maoïsme avec des mouvements d'extrême gauche violents menés par la bande à Baader qui se réclamait de l'idéologie de l'empire du Milieu.

L'Allemagne qui est un nain politique, mais un géant économique avec sa diplomatie depuis sa réunification, est très active. Souvent, la diplomatie allemande et chinoise s'entendent sur un certain nombre de grands dossiers internationaux comme la réticence ou la condamnation de l'intervention américaine en Irak rejoignant en même temps les positions françaises en 2003. Ce fut aussi une façon pour Angela Merkel de se démarquer de son homologue français, avec la condamnation de l'intervention franco-britannique en Libye de 2011. Sur ce point, la diplomatie allemande a rejoint les positions chinoises.

En outre, on peut aussi parler du jeu alambiqué des Allemands quand ils sortent les griffes et le bouclier du protectionnisme auprès de l'UE. Par exemple, dans l'affaire de KUKA, cette entreprise allemande de robots rachetée par les Chinois. L'Allemagne s'est-elle souvenue qu'elle faisait partie des contingents européens qui, au XIXe et début du XXe siècle, ont humilié la Chine et demeure concernée par la vengeance séculaire que l'empire du Milieu veut infliger à l'Occident ? Cela expliquerait qu'elle sollicite, enfin, l'aide de l'Europe dans la surveillance des investissements chinois outre-Rhin.

¹²⁵ Militaire qui s'est auto-proclamé Empereur de Chine en 1915.

¹²⁶ Militaire et président de Taïwan.

2. Russie

Le portrait de l'Allemagne que dessine le contrat de coalition est en tout point opposé à celui d'une France qui incarne l'Europe pour qui la paix passe par la dissuasion nucléaire et la diplomatie, parfois par les armes et l'exportation d'armement... Le contrat de coalition confirme, à celui qui veut bien le lire intégralement, que la politique de défense de l'Allemagne s'éloigne clairement de l'identité stratégique française telle que matérialisée depuis novembre 1959¹²⁷.

Sur le plan diplomatique, le contraste est saisissant : puissance mondiale par son siège permanent au Conseil de sécurité et son vaste domaine ultramarin, la France est tournée vers les grands horizons et la grande diplomatie.

L'Allemagne, au contraire, demeure obsédée par la Russie, rivée à sa géographie de pays au centre de l'Europe, qu'elle aime au sein de l'OTAN. Aujourd'hui encore, on ne peut s'empêcher de repenser aux conseils de Karl Haushofer vis-à-vis de la Russie.

L'Allemagne n'envisage nullement d'aventure militaire extérieure à part quelques missions de soutien et de formation. Par l'effet d'entraînement mécanique de la géographie qui commande tout, la vision de Paris et de Berlin diverge donc sur les débats stratégiques (du nucléaire à l'Indopacifique), les opérations extérieures et les partenariats. Le contrat de coalition a confirmé ce grand écart. Paris n'est qu'un partenaire parmi d'autres, cité peut-être en premier, mais mis au même niveau politique que la Norvège, les Pays-Bas ou même les Balkans, sans mention d'un destin commun ni même des programmes engagés depuis 2017...

3. Les Etats-Unis

Une illusion française est de considérer que l'Allemagne pourrait, un tant soit peu, se détacher des États-Unis au profit d'une Europe de la défense : c'est aussi une trahison allemande que de le laisser croire.

En dépit des tentatives qui ont suivi le Traité d'Aix-la-Chapelle, force est de constater que l'aimant de la boussole stratégique allemande reste invariablement américain. En prenant un peu de recul historique, la France ne devrait pas s'en étonner : depuis le 15 juin 1963, jour où le Bundestag a ajouté, par la force de son vote (et le lobbying américain) la référence à l'Alliance Atlantique dans le Traité de l'Élysée par un préambule interprétatif qui en dénaturait totalement l'esprit, on sait à Paris que la relation transatlantique matérialisée par l'OTAN est la pierre angulaire de la politique de sécurité allemande.

Qui peut décemment nier actuellement l'aigreur française envers l'Allemagne et l'aigreur allemande envers la France, notamment (mais pas que) dans les affaires de défense et les projets d'armement ? À l'annonce du vote du fameux préambule du 15 juin 1963, le général de Gaulle, philosophe sceptique, avait parlé des traités qui, comme les roses, ne durent qu'un temps et, tournant le dos à une Allemagne soumise aux États-Unis, lança seul sa « *grande politique des mains libres* ». Emmanuel Macron, quant à lui, persévère en dépit des actes inamicaux de l'Allemagne : pression sur l'industrie pour qu'elle poursuive, quoi qu'il en coûte, les projets de coopération avec Berlin, transfert de la production des moteurs Vinci d'Ariane 6

¹²⁷ L'ONU demande à la France de s'abstenir de procéder à des essais nucléaires dans le Sahara.

de Vernon vers l'Allemagne¹²⁸, soutien français à la revendication allemande d'un siège permanent au conseil de sécurité des Nations-Unies...

2003 fut une année sans précédent entre la diplomatie américaine et allemande lors du vote au conseil de sécurité à l'ONU pour ou contre la guerre en Irak. Suite à cet affront orchestré par son vassal, les Américains par la voix de son 1er citoyen de 2016 à 2020 (Donald Trump), avait trouvé le moyen de rappeler cet affront à son homologue allemand lors de sa réception en 2017.

En dépit de cet acharnement dont elle avait l'objet, la chancelière Allemande lors de la conférence de presse conjointe avec Emmanuel Macron le 19 Avril 2018, sur le chantier du forum Humboldt de Berlin, ancien palais prussien destiné à devenir un musée consacré aux cultures non européennes, lieu symbolique elle déclara tout de même : « *La relation transatlantique est un grand trésor que je veux protéger et préserver* ».

¹²⁸ Voir Chapitre III section 4 : La stratégie spatiale

Conclusion

La croissance de la puissance de l'Allemagne par l'économie à la fin du troisième Reich a trouvé sa légitimité sous le bouclier géopolitique de la Pax americana.

L'Allemagne a en effet été capable de parcourir la seule voie viable autorisée après la Seconde Guerre mondiale, celle de la croissance par l'économie et le commerce.

La représentation du peuple allemand est dessinée par Fabrizio Agnocchetti dans la revue géopolitique Limes. L'exaltation des caractéristiques socioculturelles de cette population dans la négociation est mise en évidence : « *Tout peut être réalisé, mais seulement au prix d'efforts et de sacrifices, car rien n'est gratuit. Un gain sans travail est techniquement une "dette" que l'on contracte envers quelqu'un d'autre qui a dépensé de l'énergie et des efforts pour l'obtenir, accumulant ainsi un "crédit". En fait, dans la langue allemande, le terme "Schuld" définit à la fois la "dette" et la "culpabilité". Celui qui obtient quelque chose sans l'avoir gagné par un sacrifice est "coupable"*¹²⁹.

Par ailleurs, il est intéressant de voir la version du sentiment de peur, de pessimisme et d'insécurité dans la psychologie allemande. Celles-ci sont données par Mauro Battocchi et consacrées dans le mot allemand Angst¹³⁰. Un sens des responsabilités et une discipline du devoir qui pourrait trouver l'impulsion par ce même sentiment de peur et d'insécurité.

Il est vrai qu'expliquer l'économie d'une nation par des aspects socioculturels n'est pas une méthode scientifique, mais il est également vrai que ces caractéristiques du peuple allemand ne peuvent être oubliées surtout dans un contexte qui a émergé en Europe après la guerre générée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le conflit de haute intensité qui a surgi à la fin de l'hiver 2022, a permis pour les naïfs qui ne voulaient pas comprendre, de prendre conscience combien l'Allemagne avait joué un jeu dangereux avec la Russie, et avait perdue, pour le moment. Dès lors, dans ce qui est peut-être une ultime contradiction, l'Allemagne se révèle être une puissance opportuniste qui s'est économiquement nourrie et appuyée sur trois autres : États-Unis, Chine, Russie. Or, de ce triangle, un élément a fait défaut. L'équilibre des pouvoirs s'est brisé. L'économie de l'Allemagne s'est retrouvée mise en grand danger. Certains y présagent une nouvelle chute. Mais rien n'est plus dangereux qu'une bête blessée. À l'automne 2022, bien que la guerre fasse toujours rage en Ukraine et que des manifestations de populations mécontentes commencent à résonner, des déclarations de responsables allemands, laissent à penser qu'il n'y a plus de tabous quant [à un retour d'une domination totale de l'Allemagne](#). Avec la nouvelle configuration géopolitique qui est en train de se construire, quel peut être l'avenir de la stratégie allemande ? Attention danger...

¹²⁹ [Limes](#).

¹³⁰ Battocchi, Mauro. 2022. *La partita dell'Euro: Italia-Germania tra cronaca e storia (Italian Edition)*. Egea / Kindle.

Bibliographie

Monographies

Accoyer, Bernard, et Chantal Didier. 2022. *Une affaire d'État: la tentative de sabotage du nucléaire français*. Paris: Hugo doc.

Adeline, Yves-Marie. 2016. *La grande guerre n'aura pas lieu en 40 pages*. UPPR. Lire comprendre maintenant. E-pub.

Audigier, Pierre. 2021. *Nucléaire: la grande méprise des anti-nucléaires*. Alerte. Paris: Hugo Doc.

Battocchi, Mauro. 2022. *La partita dell'Euro: Italia-Germania tra cronaca e storia (Italian Edition)*. Egea / Kindle.

Bagnai, Alberto. 2016. *Il tramonto dell'euro. Come e perché la fine della moneta unica salverebbe democrazia e benessere in Europa*. Imprimatur.

Benaerts, Pierre. 1933. *Les origines de la grande industrie Allemande : essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*. Editions T.H.Turot. Paris.

Bogdan, Henry. 1999. *Histoire de l'Allemagne: de la Germanie à nos jours*. Paris: Perrin.

Bogdan, Henry. 2021. *Histoire des trois Reich*. e-pub

Bouglé, Fabien. 2021. *Nucléaire: les vérités cachées: face à l'illusion des énergies renouvelables*. Monaco: Éditions du Rocher.

Chapoutot, Johann. 2017. *Histoire de l'Allemagne de 1806 à nos jours*. 2è. Vol. 4020. Que sais-je. Presses universitaires de France.

Chapoutot, Johann. 2020. *Libres d'obéir: le management, du nazisme à aujourd'hui*. NRF essais. Paris: Gallimard.

Collectif. 2017. *L'Allemagne: de Luther à nos jours*. [Paris] Paris: « L'Histoire » Éditions de la République.

Giacchè, Vladimiro. 2016. *Anschluss, l'annessione, l'unificazione della Germania e il futuro dell'Europa*. Imprimatur.

Gougeon, Jacques-Pierre. 2006. *Allemagne: une puissance en mutation*. Collection Folio Actuel 124. Paris: Gallimard.

Grosser, Alfred, et Hélène Miard-Delacroix. 1995. *Allemagne: un exposé pour comprendre ; un essai pour réfléchir*. Dominos 27. Paris: Flammarion.

Herzog, Stefan. 1919. *The hun's peace bludgeon, the german plan to minate the trade of the world, drawn up by S. HERZOG, one of their leading enginners*. Doubleday, Page&Company. New-York. <https://catalogue.nla.gov.au/Record/1966960>.

Hitler, Adolf. 2008. *Mein Kampf, Mon Combat*. Nouvelles Editions Latines. Strasbourg: NEL-Verlag.

Holz, Jean-Marc. 2017. *Les très riches heures de l'histoire économique allemande*. Collection Études. Perpignan: Presses universitaires de Perpignan. <http://books.openedition.org/pupvd/39005>.

Lahaie, Olivier. 2020. *Le nerf de la guerre: Berlin 1918-1919: un agent secret français spécialisé dans la guerre économique finance la révolution spartakiste*. Paris: L'Harmattan. e-pub

Marsh, David. 2011. *The Euro: The Battle for the New Global Currency*. New paperback ed. New Haven, Conn.: Yale Univ. Press.

Olivennes, Denis. 2021. *Un étrange renoncement*. Paris: Albin Michel.

Roosens, Claude. 2001. *Les relations internationales de 1815 à nos jours. 1: Du Congrès de Vienne à la seconde guerre mondiale. 2. éd.* Collection PEDASUP 36. Louvain-la-Neuve: Bruylant-Academia.

Schulze, Hans. 2001. *Petite histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*. Hachette Littérature.

Tannous, Manon-Nour, Xavier Pacreau, France, et Documentation française. 2020. *Relations internationales*

Weibel, Ernest. 2021. *Mille ans d'Allemagne: histoire et géopolitique du monde germanique*. Ellipses poche. Paris: Ellipses.

Zajec, Olivier. 2018. *Introduction à l'analyse géopolitique: histoire, outils, méthodes*.

Articles scientifiques

Berger, Françoise. s. d. « France - Allemagne: stratégies industrielles comparées sur la longue durée », 15. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00801482/document>

Touzé, Vincent. 2021. « "L'Allemagne paiera" (1918-1932). Chronologie d'un échec et essai d'analyse cliométrique contrefactuelle de l'impact générationnel des réparations allemandes ». *Revue de l'OFCE* 171 (1): 279-310. <https://doi.org/10.3917/reof.171.0279>.

Articles de presse

Fouquet, Claude. 2021. « La marche forcée de la Chine en faveur du nucléaire ». Les Echos. 14 juin 2021. <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/avec-le-nucleaire-et-lepr-de-taishan-pek-in-veut-assurer-sa-transition-ecologique-1323431>.

The Economist. s. d. « Emmanuel Macron warns Europe: NATO is becoming brain-dead ». Consulté le 25 août 2022. <https://www.economist.com/europe/2019/11/07/emmanuel-macron-warns-europe-nato-is-becoming-brain-dead>.

« Énergie. Nucléaire : la politique à contre-courant de l'Allemagne ». 2022. Courrier international. 12 janvier 2022. <https://www.courrierinternational.com/article/energie-nucleaire-la-politique-contre-courant-de-lallemagne>.

Der Spiegel. 1989. « 98 Prozent gegen die Funktionäre », 17 décembre 1989, sect. Politik. <https://www.spiegel.de/politik/98-prozent-gegen-die-funktionaere-a-26492ea6-0002-0001-0000-000013498034>.

https://www.swissinfo.ch/ita/germania-25-anni-dopo_-la-riunificazione-%C3%A8-stata-un-regalo/41690566

Financial Times juin 2022 "The surprising revival of Eastern Germany"
<https://www.ft.com/content/f1d0e732-d523-40db-b753-ae404498dc7a>

« France-Allemagne : le face-à -face en chiffres ». 2012. LEFIGARO. 7 février 2012. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/02/07/20002-20120207ARTFIG00331-france-allemagne-le-face-a-face-en-chiffres.php>.

Sites Internet

<https://www.epge.fr/tentative-dinfluence-autour-du-scaf/>

<https://www.touteurope.eu/les-pays-de-l-union-europeenne/>

<https://www.journaldunet.com/patrimoine/guide-des-finances-personnelles/1209268-classement-pib/>

<https://www.limesonline.com/cartaceo/il-grido-inascoltato-dellest> (Limes Il grido inascoltato dell'est)

<https://www.limesonline.com/la-contraddizione-identitaria-dellhomo-oeconomicus-tedesco-e-limmane> compito-del-nuovo-governo-in-germania/126476

<https://www.limesonline.com/cartaceo/leuropa-della-bundesbank>

<https://www.classicexpert.fr/actualites-automobiles/volkswagen-coccinelle-cette-voiture-qui-a-fait-l-histoire>

<https://www.spd.de/koalitionsvertrag2021/>

https://www.swpberlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2017A62_glt_Zapfe.pdf.

<https://www.dizie.eu/dizionario/serpente-monetario/?print=pdf>

Films, documentaires

<https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/2227372001005/discours-villepin-et-powell-a-l-onu>

Prochaska, Andreas, réal. 2014. *Sarajevo 1914 - Das Attentat*. Téléfilm historique germano-autrichien.

Buckard, Christian, et Daniel Guthmann, réal. 2019. *Une histoire de la guerre économique*. ZDF/Arte.

Autres documents

Harbulot, Christian, et Margot de Kerpoisson. 2021. « J'attaque Comment l'Allemagne tente d'affaiblir durablement la France sur la question de l'énergie ? »

<https://www.ege.fr/infoguerre/jattaque-comment-lallemagne-tente-daffaiblir-durablement-la-france-sur-la-question-de-lenergie>.

« MEHR FORTSCHRITT WAGEN BÜNDNIS FÜR FREIHEIT, GERECHTIGKEIT UND NACHHALTIGKEIT ». 2022.
https://www.spd.de/fileadmin/Dokumente/Koalitionsvertrag/Koalitionsvertrag_2021-2025.pdf.

Bibliographie des cartes et figures

Figure 1 : https://fr.wikipedia.org/wiki/Traité_de_Verdun

Figure 2 : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Holy_Roman_Empire_1000_map-fr.svg

Figure 3 : Weibel, Ernest. 2021. *Mille ans d'Allemagne: histoire et géopolitique du monde germanique*. Ellipses poche. Paris: Ellipses.

Figure 4 : https://fr.wikipedia.org/wiki/Saint-Empire_romain_germanique#/media/Fichier:HRR_1789_fr.png

Figure 5 : « Hisatlas - cartes historiques et politiques d'Allemagne ». s. d. Consulté le 2 août 2022. https://www.euratlas.net/history/hisatlas/germany/fr_index.html.

Figure 6 : Benaerts, Pierre. 1933. *Les origines de la grande industrie Allemande : essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*. Editions T.H.Turot. Paris.

Figure 7 : Benaerts, Pierre. 1933. *Les origines de la grande industrie Allemande : essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*. Editions T.H.Turot. Paris

Figure 8 : Benaerts, Pierre. 1933. *Les origines de la grande industrie Allemande : essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*. Editions T.H.Turot. Paris

Figure 9 : Benaerts, Pierre. 1933. *Les origines de la grande industrie Allemande : essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*. Editions T.H.Turot. Paris

Figure 10 : réalisé par Raffaele Calandrelli

Figure 11 : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Deutsches_Reich_\(1871-1918\)-fr.svg#/media/File:Deutsches_Reich_\(1871-1918\)-fr.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Deutsches_Reich_(1871-1918)-fr.svg#/media/File:Deutsches_Reich_(1871-1918)-fr.svg)

Figure 12 : Chaliand, Gérard, et Jean-Pierre Rageau. 2015. *Géopolitique des empires: des pharaons à l'imperium américain*. Champs. Paris: Flammarion.

Figure 13 : Grosser, Alfred, et Hélène Miard-Delacroix. 1995. *Allemagne: un exposé pour comprendre ; un essai pour réfléchir*. Dominos 27. Paris: Flammarion. Page 36

Figure 14 : Grosser, Alfred, et Hélène Miard-Delacroix. 1995. *Allemagne: un exposé pour comprendre ; un essai pour réfléchir*. Dominos 27. Paris: Flammarion. Page 37

Figure 15 : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tipsii10/default/bar?lang=fr>

Figure 16 : BP Statistical Review of World Energy 2021